

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
36, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

SOMMAIRE

CLAUDE HARMEL. — Le P.C.F. dans l'Université. — I. - Une nouvelle organisation de masse du Parti communiste français : l'Union Nationale des Comités d'Action Lycéens (UNCAL)	1	TIBOR SZAMUELY. — Un « soviétologue » américain	16
A. M. — Note sur les C.A.L. gauchistes	8	MICHEL SLAVINSKY. — Un nouveau fléau en U.R.S.S. : les « pirates des ondes »	18
JEAN PERCENT. — Encore la Méditerranée	10	SALVADOR GOMEZ. — Crise de direction dans le Parti communiste chilien	20
LUCIEN LAURAT. — Agriculture soviétique 1968	14	NICOLAS LANG. — Guérillas d'étudiants communistes chinois dans le Foukien	24

Le P.C.F. dans l'Université

I - Une nouvelle organisation de masse du Parti communiste français :

l'Union Nationale des Comités d'Action Lycéens (U. N. C. A. L.)

LE 20 janvier 1968, on pouvait lire dans *l'Humanité*, en tête d'un article où il était rendu compte du premier congrès de l'Union nationale des comités d'action lycéens que « les lycéens dispo[sai]ent désormais d'une organisation de masse à caractère syndical ». Cela voulait dire (point n'était besoin d'être spécialiste en soviétologie pour traduire cette formule dans la langue de tout le monde) que le Parti communiste disposait désormais d'une organisation de masse à caractère syndical pour poursuivre son action parmi les élèves des lycées et autres établissements de l'enseignement du second degré. Effectivement, les communistes viennent de constituer une sorte de « C.G.T. lycéenne » dont ils détiennent la direction, comme de la C.G.T. elle-même. En mars dernier, elle comptait près de 10.000 adhérents, répartis dans quatre cents établissements et soixante-quinze départements, du moins étaient-ce les chiffres fournis par le quotidien du P.C.F.

Ainsi, de cette révolte des étudiants de mai et de juin 1968, en grand partie dirigée contre eux, les communistes orthodoxes, forts de la supériorité que leur donne sur les « gau-

chistes » cette « bureaucratie » que ces mêmes « gauchistes » dénoncent et repoussent avec tant d'énergie, ont réussi à tirer un premier profit, un premier avantage : la création pour ses propres fins d'une organisation comme il n'en avait jamais eu à sa disposition dans les milieux lycéens.

On verra qu'il a su tirer de cette révolte d'autres avantages du même genre.

LES COMITÉS VIETNAM

Ce n'est pas de mai 1968 que date l'intrusion de la politique dans les lycées, parmi les lycéens. Jadis, il n'y avait qu'un petit nombre d'élèves à se passionner pour elle, et leur action demeurait personnelle. Sauf exception, elle ne dépassait pas les limites de la discussion entre camarades. Quand elle allait au-delà, c'est hors du lycée qu'elle s'exerçait, et il était rare que les lycéens fussent groupés, pour parler comme les communistes, « sur la base de leur établissement ». Certes, le parti communiste avait des cellules dans maints lycées, mais ces cellules qui englobaient tous les communistes de l'établissement, des professeurs

aux élèves en passant par le personnel administratif, ne comptaient pas beaucoup de lycéens.

La guerre d'Algérie provoqua une première vague d'agitation politique dans les lycées, surtout les dernières années. Il y eut des « lycées F.L.N. » et des « lycées O.A.S. ». Il y eut aussi des lycées partagés, où les deux clans se livrèrent des batailles rangées, comme au lycée Voltaire ou au lycée Buffon. A plusieurs occasions, on dut déjà faire appel aux C.R.S. pour rétablir l'ordre.

Après l'abandon de l'Algérie, le calme revint, mais pour trois ou quatre années seulement. Entre temps, le flot des lycéens avait passé, leur contingent s'était renouvelé. La plupart de ceux qui avaient pris part à l'agitation entre 1958 et 1962 avaient quitté les établissements. Mais sans doute certains s'étaient rendus compte qu'il y avait là des troupes disponibles, une masse qu'un esprit — un mauvais esprit — pouvait agiter : « *mens agitat moem* ». En tout cas, il semble que ce soit non par rencontre, mais de propos délibéré qu'à partir de 1966 ceux qui jugeaient trop molle l'action du P.C.F. en faveur des communistes vietnamiens allèrent chercher dans les lycées une partie des troupes dont ils avaient besoin.

Tel fut le cas du *Comité Vietnam National* (C.V.N.), créé en novembre 1966 lors d'une manifestation organisée à Paris au Palais de la Mutualité sous un titre très littéraire : « *Six heures du monde pour le Vietnam* ». On trouvait dans son bureau, le professeur Laurent Schwartz qui jouait le rôle de coordinateur, Jean-Paul Sartre, Alfred Kastler, Henri Bartoli, Pierre Vidal-Naquet. Le secrétaire de l'association était ce Nicolas Boulte (président en 1964 de l'Association des Etudiants de l'Institut catholique de Paris, fondateur en novembre 1965 de la *Jeunesse universitaire chrétienne*, de tendance progressiste) dont l'arrestation et celle de quelques autres suspects après les attentats de la nuit du 17 au 18 mars 1968 provoqua à Nanterre la manifestation qui donna le jour au « Mouvement du 22 mars » : on voit que tout se tient.

Grâce à la *Jeunesse communiste révolutionnaire* (J.C.R.), fondée en avril 1966 et dont le secrétaire général, Alain Krivine, siégeait dans les organes directeurs du *Comité Vietnam national*, des comités furent créés dans les facultés et surtout dans les lycées, qui prirent le nom de *Comités de base du C.V.N.*

La revue *Partisans* — publiée par François Maspero, ce qui suffit pour en définir la tendance — a consacré aux événements de mai un numéro spécial (mai-juin 1968) où figure le texte d'un entretien au cours duquel les représentants de quatre C.A.L. essayèrent le 2 juin de retracer l'origine de leur mouvement. Sans doute, comme il est naturel dans ce genre d'entretien, les informations fournies manquent-elles de précision. Telles quelles, elles sont cependant utilisables.

On y lit que les *Comités Vietnam* des lycées furent constitués autour de militants des

jeunesses communistes en désaccord avec la direction du parti. « *Ils ont senti le besoin de créer un mouvement qui dépasserait les problèmes strictement nationaux, placerait la lutte sur un autre niveau. Il existait des Comités Vietnam. Ils en ont créé à l'échelle du lycée. C'est ainsi que tout a commencé, à Turgot d'abord, puis à Henri-IV, puis dans quelques autres et, en février 1967, un meeting lycéen, organisé par dix personnes, en a réuni mille. Une salle monstre. A partir de là, les C.V.L. se sont très vite développés. Il y en a eu dans quelque trente lycées parisiens, plus ceux de province. Chaque comité était sans doute numériquement peu important, mais une politisation s'est faite, et une politisation en dehors de tous les cadres français traditionnels, directement branchée sur l'anti-impérialisme et sur un combat qui paraissait exemplaire. Par le biais du Vietnam, les gens se sont mis à se poser les problèmes de la lutte anti-impérialiste, ceux de l'information ; ils ont pris conscience de la nature de l'Etat français. Au début, ... à Henri-IV, les gens adhéraient au comité parce qu'ils étaient contre les bombardements ou pour des raisons encore plus vagues, confessionnelles, humanitaires.* »

Le succès, relatif, mais indéniable, de cette implantation réalisée par la J.C.R. et le *Comité Vietnam national* incita les pro-chinois du P.C.M.L.F. ou de l'U.J.C.m.l. à organiser eux-aussi des comités dans les lycées, les *Comités Vietnam de base*. Les communistes orthodoxes firent de même, là où ils disposaient déjà d'une certaine organisation, à partir du moment où, importunés (comme pendant la guerre d'Algérie) par tous ces gens qui prétendaient faire mieux qu'eux et prendre la tête du mouvement en faveur du F.N.L., ils décidèrent de constituer à leur tour un *Comité national d'action pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien*, en janvier 1968. Celui-ci eut à son tour des comités dans les lycées : c'est ainsi que Louis Baillot, dans un article de *l'Humanité* le 7 mars 1968 signalait qu'« au lycée d'Aubervilliers, le comité comptait 200 adhérents, dont plus de 100 lycéens non-communistes » (1).

Ainsi donc, dans une centaine ou deux de lycées, il existait à la fin de 1967 et au début de 1968 des comités dont le centre d'intérêt était la guerre au Vietnam, les uns « trotskistes », les autres « pro-chinois », les troisièmes « pro-soviétiques », d'autres encore sans doute.

Ce sont ces comités qui, en 1968, allaient se métamorphoser en *Comités d'action lycéens* ou *C.A.L.*

(1) Le 14 mai 1967, *l'Humanité* annonçait que « 500 lycéens de la région parisienne réunis à la Mutualité par le Mouvement de la jeunesse communiste avaient décidé, après avoir entendu Roland Favaro, secrétaire général de la J.C. et Pierre Juquin, membre du Comité central, de contribuer de toutes leurs forces au succès des Etats généraux des 20 et 21 mai [pour la paix au Vietnam] dont le Mouvement de la paix a eu l'initiative ».

On voit par là que le P.C.F. comptait déjà des adhérents dans les lycées, mais que le style de l'action qu'il leur proposait était très différent de ce qu'on a connu depuis : c'était, pour l'essentiel, hors du lycée que l'on manifestait.

LE DÉBUT DES C.A.L.

Cette reconversion des Comités Vietnam de base et autres en C.A.L. fut tout d'abord l'œuvre de la J.C.R. Il semble que sa première manifestation remonte au 13 décembre 1967. La C.G.T. et la C.F.D.T. avaient organisé pour ce jour-là (l'accord ne s'était pas fait sans difficulté) une « journée d'action » avec grèves et défilés dans les rues pour protester contre diverses choses, en particulier contre les ordonnances sociales d'août 1967. Dans huit lycées parisiens, les comités réussirent à entraîner 80 % de l'effectif des élèves à se mêler au mouvement de grève. Le lendemain, les militants qui avaient joué le rôle de meneurs, une dizaine, se réunissaient pour voir comment l'action pourrait être poursuivie. C'est alors qu'aurait été adoptée l'idée de créer des Comités d'action lycéens, des C.A.L. Si l'on en croit deux des principaux leaders de la J.C.R., Daniel Bensaïd et Henri Weber, qui ont écrit sur « *Mai 1968, une répétition générale* » — c'est le titre — un livre assurément tendancieux, mais intelligent et bien informé, de tels Comités auraient été actifs dès ce mois de décembre 1967 dans une trentaine de lycées parisiens. Ils « *mobilisaient les lycéens contre la discipline tracassière et maniaque imposée par l'administration. Ils dénonçaient la fonction politique de cette discipline dans le cadre de l'application générale de la Réforme de l'enseignement (2). Ils revendiquaient le droit à l'activité politique dans les lycées, y compris le droit de dénoncer et de combattre la réforme Fouchet. Les C.A.L. devinrent rapidement capables de mobiliser plusieurs centaines de lycéens dans les manifestations violentes* » (p. 81).

Un incident qui fit un moment quelque bruit, car « *la presse à sensation* » le monta en épingle (o.c., p. 81), donna au mouvement des C.A.L. une impulsion décisive.

Par une incroyable maladresse, très caractéristique d'un type d'hommes politiques, pleins d'idées souvent excellentes pour administrer le pays, mais dépourvus de toute habileté dans le gouvernement des hommes, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Fouchet, avait donné quelques jours de vacances supplémentaires aux lycéens pour Noël, afin de supprimer l'anomalie qui consistait à faire rentrer les élèves la veille d'un week-end. Cette mesure aurait été populaire, même adonnée comme elle l'était de l'obligation de récupérer le ou les jours ainsi perdus, si cette récupération avait eu lieu avant les vacances. C'est dans l'allégresse qu'élèves et professeurs auraient alors gagné leur supplément de vacances. Il fut décidé que la récupération aurait lieu après. On ne gagnerait pas ses vacances supplémentaires, on les rembourserait. En comptabilité, c'est la même chose ; en psychologie, non. Au lieu de la popularité, le ministre récolta le mécontentement.

Des ordres de grève des cours furent lancés dans certains lycées, notamment à Paris

(2) Il s'agissait alors de la réforme Fouchet.

au lycée Condorcet (dont le corps professoral, depuis longtemps donnait l'exemple de l'engagement politique, non seulement dans la cité, hors de l'enceinte lycéenne, ce à quoi il n'y a rien à redire, mais dans le lycée lui-même, dans l'exercice même de leur fonction magistrale). Le mot d'ordre de grève ne fut pas très suivi, mais le proviseur renvoya du lycée le principal ou le plus bruyant meneur, Romain Carpentier. Dès le lendemain, cinq cents lycéens manifestèrent devant le lycée. Le samedi suivant, les manifestants étaient deux mille, et ils protestaient contre la réforme Fouchet en même temps qu'ils réclamaient la réintégration de l'exclus. La police dut intervenir pour les disperser.

Les journaux firent une large place à cette affaire — car la conscience professionnelle du journaliste obnubile de plus en plus le sens du devoir civique — et Bensaïd et Weber assurèrent que ce tintamarre de presse conféra un prestige énorme aux C.A.L. et leur ouvrit les portes des Collèges d'enseignement technique, des Ecoles normales et des Centres d'apprentissage (o.c. p. 82).

Les journalistes ne furent pas les seuls propagandistes bénévoles et inconscients des C.A.L. On voit, dans l'entretien déjà cité qu'à publié la revue *Partisans*, que professeurs et parents accoururent en renfort.

« *Le 26 février 1968* », y lit-on, « *les professeurs organisaient une grève à laquelle le bureau* » (ailleurs appelé « *collectif de direction* ») « *s'associait en lançant ses propres mots d'ordre qui ont été suivis à 80 %. Il ne faut pas oublier que, ce jour-là, il y avait aussi grève des transports et que les parents soutenaient les professeurs. Les C.A.L. ne représentaient absolument pas un véritable mouvement* ».

Ainsi, c'est l'exemple donné par les professeurs et les parents, dans la voie frayée par eux, dans le sillage de leur action et avec l'encouragement volontaire ou non des journalistes, que les C.A.L. entreprirent la « politisation » des lycées.

Citons encore le texte de *Partisans* pour donner une idée de l'action des C.A.L. et de leur implantation à la veille de la crise de mai.

« *Nous étions fragiles, peu nombreux... [Pour] regrouper des militants autour d'une action revendicative précise, ... nous avons lancé des listes de pétitions, en espérant qu'elles circuleraient dans les classes, que ces classes éliraient des délégués et que sur cette base se constitueraient de nouveaux C.A.L.... En fait, les choses ne se sont pas passées ainsi. On a eu énormément de mal. Très peu de lycées se sont structurés à partir de ces pétitions, restées d'ailleurs à un niveau politique très bas, uniquement axées sur la liberté d'expression, contre le Plan Fouchet. On disait non aux lycées casernes... Ces pétitions (9.000 signatures) ont été remises au Ministère de l'Éducation nationale. Et ce jour-là se sont produits des heurts entre nous et le P.C., qui manifestait également : « *Laissez la politique aux grands* ».*

Ce mot d'ordre peut sembler singulièrement maladroit, maintenant que l'on a vu mai,

juin et ce qui a suivi. Rapproché de ce que reconnaissent loyalement quelques lignes plus haut les représentants des C.A.L. il paraîtra moins insolite. A cette date, l'immense majorité des lycéens refusait de prendre part à une action politique et il pouvait paraître habile d'attirer les jeunes par des activités d'une autre sorte, en général des activités culturelles ou des jeux et loisirs « politisés » : telle était la ligne suivie par *Nous, les garçons et les filles*, l'organe de l'U.J.C.

« Dès le mois de mars, des contacts furent pris avec la province, Poitiers, Bordeaux, Rouen, Marseille, Strasbourg, Nice, où une manifestation de sept cents personnes a eu lieu. Mais ces contacts existaient plus par le biais d'organisations politiques dont nous étions membres à titre individuel que par celui des C.A.L. ».

C'est là la seule allusion faite dans l'entretien publié par la revue *Partisans* au rôle des organisations politiques (la J.C.R. au premier chef) dans la constitution du mouvement des C.A.L. Elle suffit à prouver qu'il ne fut pas « spontané ».

Bref, en avril 1968, la situation était la suivante : un bureau « peu nombreux », dont tous les membres étaient « des militants des Comités Vietnam », « qui se réunissait régulièrement, des C.A.L. dans quelques lycées » (une cinquantaine) « et des actions dont, à l'époque on voyait mal les perspectives. Il était question de mettre sur pied au troisième trimestre une campagne contre les examens. »

LES C.A.L. DURANT LA CRISE

Il serait trop long de suivre dans le détail l'action des C.A.L. durant les mois de mai et de juin, et cela d'ailleurs sortirait des limites de notre sujet — qui est la « récupération » par le P.C.F. d'une partie de ce mouvement né en dehors de lui pour la plus large part, et, dans une bonne mesure, contre lui.

Dès le 4 mai, lendemain de la fermeture de la Sorbonne, les C.A.L. commencent à organiser des manifestations. Ils tiennent le dimanche 5 mai une assemblée générale. Dès le 6, le mot d'ordre de grève circule. Quinze lycées sont en grève à Paris ce jour-là ; il y en aura 25 le vendredi 10. Ce même 10 mai, pour la grande manifestation qui devait s'achever par la nuit des barricades, les C.A.L. avaient donné rendez-vous à leurs troupes pour 16 heures, deux heures avant le rendez-vous fixé par l'U.N.E.F. Ainsi purent-ils tenir un meeting consacré aux problèmes particuliers aux lycéens (principalement celui du baccalauréat) et se compter : ils étaient 5.000 au moins, 10.000 peut-être.

Le 13 mai aussi, les lycéens étaient nombreux dans le cortège des manifestants, à Paris tout au moins. A partir de ce jour-là, le bureau du C.A.L. tint ses réunions quotidiennes à la Sorbonne (ou à Censier, semble-t-il), en liaison constante avec le Mouvement du 22 mars, l'U.N.E.F. et le S.N.E.Sup. La grève avec occupation (plus ou moins longue) s'étendit à 354 lycées — dont 52 à Paris et

dans la région parisienne. Selon l'expression alors à la mode, et dont leurs dirigeants usent abondamment, dans ces lycées, les C.A.L. « prenaient le pouvoir » : non partout, mais en maints endroits, ils entreprenaient l'élaboration de nouveaux statuts, parfois avec l'intention de faire parvenir des propositions de réformes aux autorités, parfois aussi avec le dessein arrêté (et l'illusion) de doter eux-mêmes le lycée d'un nouveau système d'organisation, encouragés souvent dans cette voie par les professeurs.

Deux traits marquent ce mouvement — outre son esprit chimérique : la rapidité avec laquelle il s'est étendu, et — ce qui va de pair — sa relative spontanéité. La contagion se répandit en traînée de poudre, et ce ne fut pas toujours là où il existait déjà des C.A.L. que l'action fut la plus rapide et la plus violente. Encore dans le plein du combat, les garçons interrogés pour le compte de « *Partisans* » s'en étonnaient eux-mêmes.

« Si certains lycées étaient en pointe, comme Decour, Voltaire ou Turgot, où la politisation avait atteint déjà un haut niveau, il y en avait d'autres où la situation paraissait beaucoup moins favorable et qui pourtant ont suivi et même précédé le mouvement... Pendant le mois de mai, ce ne sont pas les lycées qui avaient une tradition politique qui ont mené les luttes les plus valables, au contraire. D'autres, comme Mallarmé ou Bessières qui n'avaient jamais bougé, ont commencé des actions revendicatrices bien plus violentes ou spectaculaires que là où les gens étaient déjà organisés. Ce sont eux par exemple qui les premiers ont vidé les proviseurs ou qui ont mis sur pied les expériences de cogestion les plus poussées comme à Rodin » (3).

Ce fait, indéniable, mériterait le commentaire, mais nous sommes devant l'aspect extra-politique de la crise. Disons seulement que cette participation au mouvement de lycéens politiquement encore plus incultes que les autres et non encadrés même de loin par les gauchistes (bien que dans les moments d'effervescence de ce genre il suffise de deux ou trois militants pour « encadrer » une foule) devait faire le jeu des communistes orthodoxes.

Ils n'auraient pas grand mal avec leur science de la manipulation des masses, à faire tomber sous leur coupe la majeure partie de ce troupeau sans berger.

CRÉATION DE L'U.N.C.A.L.

Tout en niant, avec Lénine, la spontanéité des masses, les communistes n'omettent pas de l'invoquer quand il leur est utile de faire croire que tel mouvement ou telle entreprise qu'ils ont suscité, fabriqué, quelquefois

(3) Au lycée Rodin, il fut constitué une assemblée générale où se trouvaient des élèves, des professeurs et des agents du personnel administratif, dont la mission était de nommer le proviseur et de régler tous les problèmes de gestion intérieure : pédagogiques, administratifs et financiers. Quand le proviseur arriva, le Comité de grève lui fit savoir que désormais c'était devant lui, comité, qu'il était responsable.

de toutes pièces, est né de lui-même, sans qu'ils y soient pour rien, ce qui lui confère une autorité plus forte : il semble alors qu'on entende la voix du peuple, laquelle, compte tenu de la philosophie politique régnante, a toute la force de l'être.

Aussi, la formule dont on use dans les journaux communistes pour expliquer les origines de l'U.N.C.A.L. est-elle que « les lycéens se sont donné une organisation, une organisation nationale de type syndical », comme l'écrivait Michel Navarro dans *France Nouvelle* le 25 septembre 1968. En réalité, l'U.N.C.A.L. a été créée par les lycéens communistes, conseillés en tous points par les militants du P.C. — ces « bureaucrates » qui, grâce à leur bureaucratie, ont en l'occurrence damé le pion aux « gauchistes » des C.A.L.

Ceux-ci, on l'a vu, n'étaient pas assez nombreux et ne disposaient pas d'une assez forte structure pour encadrer, embrigader de façon durable les dizaines de milliers de lycéens et lycéennes engagés dans une action à laquelle rien ne les préparait, sauf leur enthousiasme, l'ardeur qu'ils avaient à dépenser et une profonde ignorance des questions politiques et sociales. Ils constituaient donc une proie facile pour les manœuvriers communistes et ceux-ci ne la laissèrent pas échapper.

Aussi, malgré l'hostilité dont le P.C.F. et ses organisations juvéniles étaient l'objet de la part des gauchistes — au point que leurs militants ne pouvaient prendre la parole dans certains établissements — ils trouvèrent le moyen de faire élire de nombreux lycéens communistes « délégués de leur classe, responsables de comités », en même temps qu'ils enregistraient « l'adhésion de 3.000 lycéens aux organisations du Mouvement de la jeunesse communiste, en mai et juin, la constitution de plus de 70 nouveaux cercles et foyers dans les lycées » (l.c.).

Grâce à ce réseau de jeunes militants, travaillant en contact étroit avec les organisations de la Jeunesse communiste et du Parti, les communistes purent dominer les « assises nationales des C.A.L. » qui se tinrent à Paris les 15 et 16 juin.

Qui avait convoqué ces assises ? Si l'on en croit une note parue dans *l'Humanité* du 3 octobre 1968 — et elle est fort croyable — ce fut le bureau constitué au lendemain du 17 décembre 1967, élargi dans les premiers jours de mai, un bureau où ne figurait, semble-t-il, aucun communiste orthodoxe. Ainsi, les « gauchistes » qui dirigeaient les C.A.L. ont été pris au piège par les militants communistes orthodoxes qui, ayant sur eux l'avantage de former une fraction cohérente et de savoir où ils voulaient en venir, entraînèrent sans difficulté les « inorganisés », les membres des C.A.L. nés spontanément et que nul ne dirigeait (4).

(4) La note est ainsi rédigée : « Le Comité d'action lycéen » du lycée Jacques-Decour fait partie d'un groupe de C.A.L. dans les lycées parisiens qui, après avoir convoqué les assises nationales des 15 et 16 juin ont refusé de s'incliner devant la majorité ».

A notre connaissance, il n'a pas été publié de compte rendu de l'organisation de ces assises ni de leur déroulement, mais la littérature sur la crise de mai est si abondante qu'il n'a pas été possible encore de la dépouiller toute. Nous en sommes donc réduits au communiqué publié partiellement dans *l'Humanité* du 17 juin et le *Monde* du 19.

Il y était dit que « la majorité des délégués, représentant plusieurs centaines de lycées et collèges » avait voté « la constitution d'une organisation démocratique de masse pour la satisfaction des intérêts et aspirations légitimes des lycéens et collégiens de France. Cette organisation, l'Union nationale des Comités d'action lycéens, a pour principal objectif l'instauration d'un enseignement authentiquement démocratique ».

On remarquera l'adjectif « principal ». Sa présence est la marque de la victoire des communistes : ils ont réussi à limiter le champ d'action des C.A.L., à les détourner de l'ambition de devenir un parti politique de jeunes. Leur rôle ne sera pas de contester le système social tout entier, mais seulement de défendre les intérêts des lycéens et de faire la révolution dans le seul domaine de l'enseignement (5).

Le communiqué annonçait également qu'un bureau national provisoire avait été élu, ce qui sous-entendait que l'ancien bureau provisoire avait été écarté, et qu'il se donnait pour mission de réunir à la rentrée prochaine « un congrès national » auquel tous les lycéens et collégiens conscients de la nécessité d'une organisation devaient apporter leur contribution, notamment en créant un C.A.L. dans leur établissement.

Le reste du communiqué, résumé dans le quotidien communiste, indiquait que « la direction sortante, discréditée, avait tenté d'obstruer le déroulement normal des assises ».

L'article du *Monde* portait, quant à lui, ce titre parlant : « Scission parmi les comités d'action » et il faisait état d'une protestation de l'ancienne direction. Elle dénonçait les « méthodes brutales employées par certains délégués ainsi que par des étudiants qui n'avaient pas à assister aux débats et qui ont ainsi empêché le déroulement des assises ».

(5) Le numéro déjà cité de *Partisans* publie des textes qui préparent les assises nationales des C.A.L. L'un d'eux, le plus long, « Introduction à la plate-forme » paraît d'origine communiste orthodoxe. (L'U.J.C.F. y est citée sans défaveur). On y lit : « Les C.A.L. ont encore une position assez floue due aux contradictions internes inhérentes à ce mouvement lycéen. Ils ne sont pas encore parvenus à établir une ligne politique précise et cohérente. Il est temps aujourd'hui de lever cette ambiguïté qui subsiste au sein des C.A.L. : les C.A.L. sont-ils des organes de défense des lycéens ; les C.A.L. sont-ils des organes de contestation du système actuel ? C'est en éclaircissant ces deux points et surtout en montrant la liaison qui subsiste entre eux que nous pourrions lever la contradiction entre le C.A.L., mouvement purement revendicatif et le C.A.L., organe de contestation politique. C'est là le but de l'élaboration de cette plate-forme politique. Elle devrait permettre aux C.A.L. de poursuivre leur lutte avec des bases plus solides, sur des positions plus nettes, qui éclairciraient sa (?) situation tant vis-à-vis de la masse des lycéens que vis-à-vis des différentes organisations politiques ».

On peut conclure, sans crainte, que des deux côtés on n'a guère respecté les règles du *fair play*, et que les communistes, mieux organisés, mieux entraînés aussi aux manœuvres déloyales, ont été les plus forts. Ils ont donc réussi à faire « repousser l'orientation étroite que défendait la direction sortante et dont l'objectif était de faire des C.A.L. une organisation politique négligeant les intérêts des lycéens ».

Ainsi s'exprimaient dans une tribune libre du *Monde*, le 19 janvier 1969, A. Ouzoulias, secrétaire général et Joël Houzet, président national du C.N.A.C., le premier étant vraisemblablement le fils ou le neveu de Albert Ouzoulias, membre de la Fédération de Paris du P.C.F., l'un des chefs des F.T.P. durant la guerre.

L'ACTION DE L'U.N.C.A.L.

L'action menée par l'U.N.C.A.L. depuis sa création est fort caractéristique de la politique présente du P.C.F. — celle du *Janus bifrons* qui offre deux visages, l'un modéré, l'autre révolutionnaire.

La première tâche de l'U.N.C.A.L. a été de se constituer. Grâce à l'aide des cellules du P.C.F., notamment celles des lycées, grâce donc à l'appui des professeurs communistes (et il n'existe guère d'établissements où il n'y en a pas au moins un ou deux), les comités de l'U.N.C.A.L. ont proliféré, fait des adhésions.

La première phase de ce travail d'organisation s'est terminée par la réunion du congrès promis en juin. Il s'est tenu le 19 janvier 1969 à Villejuif, dont le maire, le communiste Louis Dolly, est venu saluer les congressistes. 307 délégués étaient présents ; ils venaient de 271 établissements — lycées classiques et modernes ou techniques — et représentaient 68 départements (6).

C'était déjà un beau résultat et l'on a vu, au début de cette étude, que ce travail de recrutement et d'organisation s'est pour-

(6) Le 20 mars 1969, le journal *Action* publiait cette mise au point du « bureau national » des C.A.L. demeurés hors de l'U.N.C.A.L. :

« Nous refusons de nous arrêter aux problèmes de procédure qui ont marqué le déroulement de ces assemblées. Une chose est certaine, c'est que l'Assemblée n'était en aucun cas représentative des opinions de tous les lycéens de France.

« De plus, il s'est avéré rapidement que les militants de la Jeunesse communiste étaient venus en force pour imposer leur ligne. Or, les C.A.L. n'existent pas depuis trois semaines, ils existent depuis sept mois et on peut se demander pourquoi les camarades de la J.C. n'y ont pas participé dès le début. Ils ont pris le train en marche, non pour le conduire, mais pour le faire dévier. Car les C.A.L. s'étaient constitués sur une ligne politique globalement définie : contestation du système de l'enseignement et par là même de la société capitaliste.

« Nous demandons alors pourquoi des camarades qui étaient fondamentalement opposés à cette ligne ont cru bon de devoir entrer dans les C.A.L. Car, soyons clairs, derrière la constitution de l'Union nationale des C.A.L. animée par la J.C. se cache un problème politique fondamental. La J.C. entend faire des C.A.L. une organisation syndicale corporatiste représentative de l'ensemble des lycéens, traitant, si besoin est, avec les éléments apolitiques et parfois même gaullistes. Il est évident qu'une telle organisation ne peut prétendre

suivi puisque, le 17 mars, le conseil national de l'U.N.C.A.L. annonçait que l'organisation comptait plus de 10.000 adhérents, répartis dans 400 établissements et 75 départements.

L'U.N.C.A.L. existe donc et ses dirigeants, bien conseillés, ont agi en sorte que leur existence reçoive une consécration quasi-officielle. C'est le premier aspect de leur politique.

L'U.N.C.A.L. s'est présentée en effet comme une organisation « modérée » (relativement, bien sûr). Elle a accepté de déléguer des représentants aux commissions de réforme de la vie scolaire. Tout en critiquant la réforme Edgar Faure, elle mène la lutte à l'intérieur des institutions créées en vertu de la loi d'orientation. En particulier, les comités de l'U.N.C.A.L. ont présenté des candidats aux Conseils des lycées — conseils d'administration et conseils de classe. Fait plus marquant encore : à plusieurs reprises, l'U.N.C.A.L. a protesté contre les troubles fomentés par les C.A.L. demeurés aux mains des gauchistes, en particulier contre les manifestations systématiquement hostiles aux professeurs. Enfin, tenant compte de la méfiance des jeunes à l'égard des formations politiques et d'un certain goût des choses sérieuses, plus répandu qu'on ne le croit, même s'il est dévoyé, l'U.N.C.A.L. se présente comme un syndicat. « Avec l'U.N.C.A.L., leur organisation syndicale, les lycéens... » : telle est la formule sans cesse répétée afin d'en convaincre chacun.

Ce caractère « modéré » a valu à l'U.N.C.A.L. d'appréciables succès. Il a trompé certains, ce qui était l'un des buts poursuivis. Ne lisait-on pas, dans le *Figaro* du 28 septem-

mener des combats radicaux et se borner à la revendication par les seules formes d'action « autorisées ».

« Le milieu lycéen, pris dans son ensemble, n'est pas prêt à une remise en cause globale de la société, c'est pourquoi nous pensons que les C.A.L. ne peuvent être représentatifs de tous les lycéens. Par contre, les militants lycéens conscients regroupés dans les C.A.L. peuvent, par leur action, mettre à nu les contradictions du système aux yeux de tous et gagner ainsi de larges masses parmi les lycéens.

« Pour nous, c'est tout le système qui est en cause et ce n'est que par des actions radicales que l'on peut le dénoncer. Ce que nous avons obtenu, nous ne l'avons pas demandé, nous l'avons pris. Placée devant une situation de fait, l'administration n'a pu qu'avaliser ce qui existait.

« Cependant, tout n'est pas joué ; d'une part, nous avons des exigences qui n'ont pas été partout satisfaites (présence de lycéens au Conseil de classe, questions de la discipline, etc.) ; d'autre part, nous pensons que l'administration va essayer de reprendre petit à petit tout ce qu'elle a concédé.

« Sur ce plan, nous pensons que les C.A.L. ne doivent pas sombrer dans le corporatisme, c'est pourquoi nous développerons les contacts et les actions communes avec les élèves de l'enseignement technique (C.A.E.T.) et les jeunes travailleurs.

« En conclusion, il semble évident que ce n'est pas au travers d'attaques polémiques dans les colonnes des journaux et sur les ondes que l'ensemble des lycéens acquerra une conscience claire des problèmes posés, c'est uniquement par l'action.

« Dans cette perspective, les C.A.L. engageront dès maintenant toutes leurs forces dans le combat. Dès aujourd'hui des lycées entiers se mobilisent contre l'occupation de la Sorbonne par la police et les mesures répressives à l'encontre des camarades français et étrangers.

« Au-delà, les militants lycéens préparent déjà l'action pour cet été et pour la rentrée.

« Nous développerons précisément ces points très prochainement. »

bre, que « l'U.N.C.A.L. doit être distinguée des « comités d'action lycéens », organisation nettement plus progressiste qui a participé activement au mouvement de mai ».

Au ministère, on ne s'est certainement pas laissé abuser de la sorte, mais, heureux de trouver des interlocuteurs, le ministre a consenti à recevoir deux fois le bureau de l'U.N.C.A.L., le 28 novembre et le 10 décembre, et ces réceptions ont conféré à l'organisation une sorte de respectabilité, quelque chose d'analogue à ce qu'on appelle, quand on parle des syndicats, la représentativité.

L'U.N.C.A.L. peut d'autant mieux se présenter comme représentative qu'au sortir de la seconde rencontre, sa délégation pouvait faire état de l'acceptation par le ministre d'une partie des revendications présentées quinze jours plus tôt :

« M. Edgar Faure a reconnu aux lycéens le droit d'organisation, d'affichage, de réunion, et l'immunité de nos délégués. Il reconnaît le droit de nous organiser en syndicat national. Il admet la participation des élèves à l'élaboration du règlement intérieur et des programmes. Les séances d'information sur l'orientation avec la participation des représentants des centrales syndicales ouvrières pendant les heures des cours, l'introduction dans les programmes de discussions sur les sujets d'actualité et les problèmes politiques sont également accordées ».

« Ce sont là des résultats appréciables », reconnaît le communiqué qui, toutefois, poursuit ainsi :

« Cependant l'expérience montre que des promesses ne sauraient suffire. Tous ces droits nouveaux, fruits de l'action des lycéens et de leur organisation syndicale, doivent être inscrits dans les textes ».

Ce texte montre fort bien comment s'unissent les deux visages de l'U.N.C.A.L., le modéré et le révolutionnaire. En apparence, l'U.N.C.A.L. joue le jeu de la légalité. En réalité, grâce à ce jeu, elle obtient les moyens quasi légaux d'entretenir dans les lycées une agitation de type politique, moins bruyante que celle des gauchistes, mais à la longue plus pernicieuse encore.

Ainsi peut-elle attirer à elle une partie de ceux que séduit l'agitation révolutionnaire, en même temps qu'elle contribue à cette tentative d'un pouvoir communiste dans l'Université, ce qui est la ligne du P.C.F. depuis de longues années déjà, et plus encore depuis juin 1968.

Pour cela, l'U.N.C.A.L., qui feint d'ignorer le P.C.F., entretient officiellement des rapports étroits avec la C.G.T. Le 17 décembre 1968, la C.G.T. et l'U.N.C.A.L. après une rencontre très officielle publiaient un communiqué commun, où se trouvait affirmée la solidarité des lycéens et des travailleurs. Manifestation renouvelée le 24 février 1969 au plan parisien : l'Union des syndicats C.G.T. de Paris et représentée notamment par son secrétaire général Marius Bertou, membre du Comité central du P.C.F., et l'U.N.C.A.L. sont « convenues d'en-

tretenir et de multiplier les contacts, les réunions, d'envisager des actions communes sur toutes les questions intéressant les lycéens et les jeunes travailleurs » (l'Humanité, 25 février 1969).

Si le P.C.F. est discrédité dans beaucoup de milieux juvéniles, la C.G.T. conserve un prestige à peu près intact : c'est la « grande organisation des travailleurs ». Son parrainage confère à l'U.N.C.A.L. le caractère de « sérieux révolutionnaire » dont elle a besoin pour conserver un pouvoir d'attraction sur les lycéens touchés par le romantisme de la révolution.

En même temps et dans le même dessein, l'U.N.C.A.L. « durcit » son programme revendicatif. Dans l'appel publié par son Conseil national le 17 mars figuraient ces revendications, d'un tour très gauchiste.

« Les lycéens n'acceptent pas d'être privés du fruit de leurs luttes... Ils veulent... que le bac ne redevienne pas un instrument de sélection par l'échec, que le droit à la parole dans les lycées soit respecté ainsi que les droits d'organisation, de réunions et d'informations politiques et syndicales, culturelles, sans répression ni brimades, que soient rapidement mis en place les foyers au sein desquels ils pourront librement s'exprimer et aborder tous les problèmes qui les intéressent sans sujet tabou » (l'Humanité, 18-3-1969).

On voit que les communistes, craignant moins d'être débordés maintenant qu'ils disposent d'une organisation solide, reprennent à leur compte une bonne part des revendications des « gauchistes » les plus voisins de l'anarchisme.

Ainsi, avec l'U.N.C.A.L., les communistes sont en mesure d'entretenir dans les établissements de l'enseignement secondaire une agitation dont ils resteront assez maîtres pour la faire servir à leurs desseins politiques, comme ils le font avec la C.G.T. dans les entreprises.

Sur ce plan-là au moins, ils sont sortis vainqueurs de la redoutable épreuve qu'a été pour eux aussi, bien que dans un autre sens, la crise de mai 1968.

CLAUDE HARMEL.

Tous les renseignements contenus dans EST et OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. Toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin.

Note sur les C.A.L. gauchistes

L'U.N.C.A.L., on vient de le voir n'a pas réussi à englober l'ensemble des Comités d'action lycéens, ce que ses dirigeants déplorent hypocritement, car ils tiennent à faire croire qu'ils sont, eux, les « unitaires », et que la responsabilité de la dispersion incombe aux autres. La note qui suit fournit des indications précieuses sur la situation présente des C.A.L. demeurés hors de l'empire du P.C.F.

REPRISE DE L'AGITATION A LA RENTRÉE

A la rentrée 1968, le prestige des C.A.L. est intact, mais ils ont perdu beaucoup de leurs meilleurs éléments qui sont maintenant en faculté.

De plus, les C.A.L. doivent faire face à de nombreux problèmes : la légalisation de leur pouvoir, leurs rapports avec les mouvements politiques qui tentent de les récupérer.

L'agitation reprend pourtant dans certains lycées à la suite d'exclusions ou de mutations d'élèves.

On assistera donc, début novembre, à une suite de « débrayages » ou d'incidents locaux, principalement à *Stéphane-Mallarmé* (à la suite du refus d'inscription d'un élève, militant actif des C.A.L., après la date limite), ainsi que dans les lycées *Buffon*, *Henri-IV*, *Jacques Decour*, *Turgot*, (où 300 élèves brûleront leurs cartes et leurs carnets de notes), *Honoré-de-Balzac* (après l'exclusion de huit élèves).

LE REFLUX

Pourtant, la mobilisation permanente et l'appel à la solidarité, face à la répression, ne rencontrent pas le succès escompté. On peut aussi constater des divergences de thème d'action d'un lycée à l'autre.

Aussi, les C.A.L. décident-ils, autant pour tester leur audience que pour unifier leurs thèmes d'action, une *journée nationale des C.A.L.*, le 13 novembre.

A cette occasion, le journal *Action* publie un numéro spécial lycéens qui explique ainsi la journée d'action :

« L'agitation continue parce que le lycée-caserne est toujours une réalité quotidienne, parce que la liberté d'opinion et d'action politique, de réunion, de discussion, d'affichage, est plus que jamais réprimée, parce que l'enseignement est toujours vide de sens, coupé de la vie... parce qu'un élève du lycée X ne peut se rendre au lycée Y sans être étranger, quand ce n'est pas un agitateur criminel. »

En réclamant par ailleurs la suppression des classements, des tableaux d'honneur ou des blâmes, les C.A.L. espèrent entraîner derrière eux la masse des élèves les plus médiocres.

Pourtant la journée d'action des C.A.L. n'obtient qu'un succès très relatif.

Présentée par la presse et les commentateurs comme un échec, dans la mesure où dans les lycées déjà agités, comme *Henri-IV*, *Condorcet*, *Mallarmé* ou *Balzac*, la grève ne rencontre qu'un faible écho, la journée d'action des C.A.L. réussit pourtant à entraîner dans le mouvement des lycées peu ou non atteints depuis la rentrée, comme les lycées : *Chaptal*, *Charlemagne*, *Lamartine*, et de nombreux lycées de province (*Reims*, *Strasbourg*, *Marseille*, *Troyes*, *Rouen*, *Lille*, *Arras*, *Dijon* et *Toulouse*). On voit même à Marseille des usines sortir des tracts de soutien aux lycéens en grève.

Il n'en reste pas moins qu'après le meeting lycéen en Sorbonne, meeting qui ne rassemble guère plus d'un millier de personnes (qui ne sont d'ailleurs pas toutes inscrites dans un lycée), les C.A.L. sont obligés de faire cette mise au point :

« Tout le monde dit que notre journée a été ratée, parce que le mouvement de grève n'a pas été suivi partout. C'est une erreur. Nous n'avons pas lancé le mot d'ordre de grève. Chaque lycée devait adopter la forme d'agitation qui lui convenait : meetings, réunions d'information, ou grève des cours... Ce qui était important, c'était que la mobilisation touche un très grand nombre de lycées : nous avons réussi. »

L'ISOLEMENT DES C.A.L.

A l'occasion de cette journée d'action, le plus grand échec pour les C.A.L. a été incontestablement la condamnation unanime de leur action par le corps professoral.

Les syndicats, depuis le *Syndicat National des Lycées et Collèges* (S.N.A.L.C., affilié à la Confédération Générale des Cadres) jusqu'au *Syndicat National de l'Enseignement Secondaire* (S.N.E.S., affilié à la F.E.N., et maintenant à majorité communiste), en passant par le *Syndicat Général de l'Education Nationale* (S.G.E.N., affilié à la C.F.D.T.) réprovoient l'agitation permanente qu'entretiennent les C.A.L. dans les lycées.

Cette coupure avec un corps professoral, auprès duquel les C.A.L. avaient auparavant rencontré beaucoup de sympathies, souvent actives, les isole : leurs revendications apparaissent maintenant comme abusives, à la très grande majorité des professeurs.

C'est en effet, grâce à l'union des enseignants et des lycéens que les C.A.L. ont remporté leurs plus grandes victoires, comme encore récemment au lycée *Michelet*, où le 11 décembre, le C.A.L. a pu, avec l'appui de la section du S.N.E.S., tenir devant cinq cents élèves une réunion pourtant interdite par le rectorat.

Isolés donc, dans la plupart des cas, des professeurs, les C.A.L. ont constaté, au cours de ce premier trimestre, une diminution très sensible de leur emprise sur la masse des lycéens.

En voulant remplacer l'administration en place, les C.A.L. ont créé leur propre bureaucratie. Toute revendication doit obligatoirement passer par le Comité d'action local.

De plus, les querelles doctrinales, toutes empreintes de logomachie révolutionnaire, ont divisé les C.A.L. en chapelles qui déroutent le lycéen moyen, du reste peu mobilisable dans le contexte de la rentrée scolaire.

Les C.A.L. toutefois conservent une existence réelle et des possibilités d'action. Ils sont toujours capables d'encadrer un nouveau mouvement contestataire lycéen, de bloquer l'administration d'un lycée et d'en provoquer la fermeture.

C'est ce qui explique les diverses tentatives de « récupération » dont ils font l'objet de la part des mouvements politiques.

LES « RÉCUPÉRATEURS »

1°) *La Jeunesse Communiste Révolutionnaire* (J.C.R.) a été, à l'origine des C.A.L., mais le développement spectaculaire des comités d'action lycéens pendant les événements de Mai s'est produit, dans beaucoup de lycées, hors de son contrôle.

La J.C.R. qui attache une très grande importance au vivier révolutionnaire lycéen se devait, à la rentrée, de récupérer les C.A.L. « autonomes ».

Entre temps, la J.C.R. avait été dissoute et son principal dirigeant, Alain Krivine, emprisonné puis envoyé au service militaire.

Après un certain flottement, la Jeunesse Communiste Révolutionnaire s'est reconstituée autour du journal *Rouge* en créant des cercles de diffusion du journal, « *les Cercles Rouges* ».

Sa position de fondateur a permis à la J.C.R. de contrôler le bureau national des C.A.L. et d'orienter, sinon de diriger, leurs activités.

C'est ainsi que le Congrès des C.A.L., qui s'est tenu à Paris les 1^{er} et 2 novembre, a été en fait animé par les militants de l'ex J.C.R.

Au reste, ce congrès envisagea l'implantation massive de « *Cercles Rouges* » dans les lycées.

Il y fut décidé :

- le soutien aux luttes anti-impérialistes ;
- l'action directe : « *les C.A.L. ne sauraient en aucun cas se transformer en cercles d'études marxistes connaissant une politisation coupée de la pratique* » (*Rouge*, N° 5) ;
- la jonction avec l'enseignement technique tenu comme trop en dehors de l'agitation révolutionnaire.

L'ex-J.C.R. estime que les lycées doivent être transformés en autant de « bases rouges » ouvertes à l'extérieur, et conçues comme des foyers de formation politique (*Rouge*, N° 1).

Ces bases rouges, selon l'ex-J.C.R. devront servir de bases d'appui à ce « *mouvement politique de la jeunesse scolarisée* » qui, lui-même, servira de détonateur à la classe ouvrière.

2°) *Le Comité d'initiative pour un mouvement révolutionnaire*, né des événements de Mai, et qui vise à rassembler les militants révolutionnaires des différents comités d'action en un futur *Mouvement Révolutionnaire*, s'est intéressé, lui aussi aux lycéens.

A cette fin, il a créé une *Union des Lycéens pour un Mouvement Révolutionnaire*, qui ne groupe que très peu de militants.

Le C.I.M.R. serait négligeable, s'il n'était animé par des militants de la IV^e Internationale de Pierre Frank, et des groupes de l'ex-*Voix Ouvrière*, devenue *Lutte Ouvrière*, fort proches de l'ex-J.C.R., et ainsi le mieux placé pour un regroupement éventuel.

Les lycéens favorables au *Mouvement Révolutionnaire*, ne visent donc pas à prendre le contrôle des C.A.L., qu'ils laissent à leurs camarades de la J.C.R., mais à profiter de cette structure pour diffuser leur propagande.

3°) *L'Alliance des Jeunes pour le Socialisme* (A.J.S.), reconstitution directe de la *Fédération des Etudiants Révolutionnaires* (F.E.R.), dissoute en Juin (organisation également trotskyste, mais de la tendance Lambert de la IV^e Internationale, opposée à celle de Pierre Franck) a lancé une attaque en milieu lycéen, menée de pair avec une action en profondeur, au sein de l'U.N.E.F., visant à transformer celle-ci en véritable syndicat étudiant.

Combattue par l'ex-J.C.R., l'A.J.S. n'a pas réussi à s'implanter réellement au sein des C.A.L. sinon pour y développer une contestation interne. L'A.J.S. s'oppose, en effet, à la théorie de « *l'encerclement de la classe ouvrière par la jeunesse scolarisée* » de l'ex-J.C.R., et estime, pour sa part, que les lycéens ne doivent pas « *rester isolés dans leur ghetto* », mais doivent opérer la jonction avec la classe ouvrière.

L'A.J.S. souhaite implanter dans l'enseignement des « *Comités d'Alliance Ouvrière* » militants pour un front unique de classe.

Ces comités n'ont rencontré, jusqu'à présent, de succès que près de quelques enseignants et dans certains C.E.T.

4°) *Les anarchistes* étaient implantés en milieu lycéen bien avant les événements de Mai.

Les premiers drapeaux noirs apparaissent au mois d'avril lors de la manifestation après l'attentat contre Rudi Dutschke.

Les *Jeunesses Anarcho-Communistes* (J.A.C.), sont incontestablement l'organisation anarchiste prépondérante en milieu lycéen.

Liées au groupe *Noir et Rouge* (où milita Cohn-Bendit), à l'*Union des Groupes Anarcho-Communistes* (U.G.A.C.) et au *22 Mars*, l'U.J.A.C. exerce une influence directe sur les C.A.L.

A la différence de l'A.J.S., les lycéens anarchistes, bénéficient d'un prestige certain auprès des plus « enragés » à la suite de leur comportement courageux sur les barricades. Aussi, constituent-ils un facteur important dans la « fuite en avant », dans la surenchère à l'extrémisme.

En boycottant, le 5 décembre, l'Assemblée Générale des C.A.L. à la Sorbonne, les lycéens anarchistes ont montré qu'il fallait compter avec eux.

5°) *Les pro-chinois*, avaient déjà tenté, bien avant Mai, de s'implanter dans les lycées.

Si leur « ligne » directrice actuelle les conduit à agir de préférence en milieu ouvrier, il n'en reste pas moins que subsistent, dans plusieurs lycées de Paris et de Marseille, des groupes de lycéens pro-chinois qui pratiquent à l'heure actuelle la tactique de « l'entrisme », c'est-à-dire de l'infiltration au sein des C.A.L., comme leurs aînés pratiquent la même tactique au sein de la C.G.T.

A. M.

Encore la Méditerranée

ON semble s'accoutumer un peu partout à la pénétration de l'Union soviétique dans le bassin méditerranéen. De temps à autre, on s'émeut parce qu'une nouvelle inattendue fait apparaître cette pénétration, mais bien vite l'émotion retombe. Des voix autorisées, surtout dans les milieux navals, se sont élevées pour dénoncer le danger que représente à plus ou moins long terme cette installation insidieuse dans la mer latine et sur ses rives, mais elles n'ont pas soulevé les foules. D'aucuns se sont rassurés en déclarant que cette intrusion soviétique n'avait aucune importance militaire. Il est bien vrai, si c'est cela que veulent dire ceux qui tiennent ces propos, que l'opération n'est pas seulement militaire : une manœuvre soviétique comporte toujours un aspect politique qui est le principal, ce qui a été démontré à diverses reprises dans ce bulletin au sujet des conférences des partis communistes et progressistes des pays de la Méditerranée ou des Congrès des travailleurs du pétrole dans le Proche-Orient. Mais cette manœuvre, dont l'objectif est l'évacuation de la Méditerranée par les forces américaines, ce qui reviendrait à la placer sous la domination des Soviétiques, présente, c'est évident, un caractère militaire et dans son objectif final et dans les moyens employés.

Aussi peut-on s'étonner qu'un quotidien fort sérieux ait publié sur ce sujet des articles des plus lénifiants. L'un d'eux incitait les Américains à se replier sur leurs bases espagnoles, dont celle de la Rota, suggestion tout à fait conforme aux désirs des dirigeants soviétiques, lorsqu'ils prétendent que si c'était eux qui régnaient en Méditerranée, celle-ci serait dénucléarisée. D'ailleurs leur présence navale dans ce bastion ne serait, toujours d'après ces thèses, qu'une simple avancée de leurs forces de la Mer Noire. Bien sûr, mais une avancée de grande valeur stratégique. Un autre article, laissait entendre que la VI^e Flotte U.S. était la grande responsable. Un troisième assurait que la Méditerranée étant une mer intérieure, elle était absolument inappropriée aux sous-marins atomiques. Pourtant, un sous-marin de cette classe sillonne déjà la Méditerranée et on peut faire confiance aux Soviétiques pour les voir infliger un démenti à une telle assertion.

Par contre, dans les sphères de l'Alliance atlantique on se préoccupe beaucoup plus de l'avance soviétique en Méditerranée, les craintes suscitées étant aggravées par « l'invasion » en Tchécoslovaquie, dont il serait bien difficile de nier qu'elle a revêtu un caractère militaire puisqu'elle s'est faite à grand renfort de divisions. Or au Proche-Orient l'intrusion s'effectue non seulement à coup de navires de guerre, mais également avec des forces terrestres d'un et même de plusieurs pays maintenant commandés de l'extérieur.

Dernièrement, le 22 novembre 1968,

l'O.T.A.N. décidait la création d'une force aéronavale chargée d'« améliorer et de coordonner la surveillance aérienne en Méditerranée ». Un nouveau commandement aéronaval, dénommé *MARAIMED* est institué à cet effet à Naples et assuré par un Amiral, placé sous les ordres du Chef des Forces Alliées du Sud-Europe. C'est donc déjà un fait concret. Mais l'action de ce commandement reste du domaine du Renseignement. Toutefois, il est certain que le Commandement allié sera plus directement et plus rapidement informé des mouvements et intentions soviétiques.

Cette mesure ne suffit pas. Les forces navales en cause se trouveront plus directement en présence et s'épieront à l'envi. On sait que les Soviétiques ont pris l'habitude, bien peu courtoise, de suivre à proximité immédiate les formations de l'Occident. Elles s'attachent à tous leurs déplacements. Des navires russes poursuivent des navires occidentaux, des avions même font escorte aux appareils occidentaux, et cela, sur tous les théâtres, au sud et au nord de l'Europe et même dans l'Atlantique en profitant effrontément de la liberté des mers, universellement reconnue. Jamais encore les marines de guerre ne s'étaient livrées à de telles pratiques, les recherches de renseignements restant dans l'ombre. Le nouveau commandement allié ne constitue qu'une pâle réplique du procédé soviétique. Il est vrai toutefois, qu'en temps de paix on ne peut guère aller plus loin en contre-mesures, à moins d'attaquer l'adversaire. La création occidentale ne peut être considérée que comme une réaction nécessaire, d'une valeur plutôt académique. Pour mettre fin à l'expansion soviétique — que l'Occident considère comme une attitude aucunement défensive — il faudrait une politique de force et d'ultimatum que l'on n'a plus revue depuis l'affaire de Cuba.

LES ÉLÉMENTS DE BASE

Quels sont les éléments qui concrétisent l'intrusion soviétique ? Ils sont de natures diverses, surtout militaires, et pas seulement navales ; puis des éléments seconds, en grande partie politiques, touchant à l'influence prise par l'U.R.S.S. dans la Méditerranée orientale ; et enfin, le grand contexte général dans lequel s'inscrivent les visées lointaines de l'U.R.S.S.

Les Forces navales soviétiques dans le bassin méditerranéen ont été évaluées ces temps derniers à partir des informations reçues par le commandement interallié. En général, les calculs portent sur les navires ayant franchi le Bosphore et séjournant dans des ports syriens, libanais et égyptiens : deux porte-hélicoptères d'un emport de vingt à trente appareils (leur plage avant est garnie par des armes anti-sous-marines et mer-air ; la plage

arrière constitue l'aire de décollage et d'apportage, cette dernière mesurant 90 mètres de longueur, soit plus de la moitié de la longueur totale du bâtiment). Ces deux porte-hélicoptères constituent l'élément nouveau et peut-être principal de la composition de ces forces navales en Méditerranée, impliquant un caractère certainement très offensif, en partie dirigé contre la terre. Ce caractère est encore renforcé par l'apparition, pour la première fois, depuis 1917, de deux bataillons, un semble-t-il pour chaque bâtiment, de fusiliers-marins destinés il va de soi, à l'intervention à terre.

Deux croiseurs avec canons, de six pouces, avaient été identifiés lors de la guerre des six jours; un certain nombre de destroyers, escorteurs, vedettes rapides, très maniables et fort difficiles à repérer, et de sous-marins, dont un atomique, équipés de fusées; et les bâtiments de soutien et logistiques. Il est à présumer que les armements atomiques ne manquent pas dans cette flotte, les Soviétiques n'étant pas des gens portés à renoncer à quoi que ce soit. Enfin, fait intéressant, quelques docks flottants pour les réparations, évitant le franchissement en sens inverse des détroits; ils sont amarrés dans les ports précités.

On n'a pas dit l'essentiel quand on a ainsi énuméré les types de navires. Il convient de comparer ces forces avec l'ensemble des forces navales soviétiques des quatre théâtres navals. Celles qui sont maintenant de ce côté du Bosphore ont été évaluées à un tiers environ de chacune des quatre flottes, assez sensiblement égales. Il s'agit donc d'une avancée déjà fort appréciable de celle de la Mer Noire, qui se voit accorder un renouveau de valeur grâce à l'affectation des deux porte-hélicoptères (25.000 tonnes approximativement) et probablement dans un certain avenir d'autres bâtiments plus importants.

Très suggestif également le fait signalé par les Américains au cours de 1968 de l'augmentation des forces navales russes en Méditerranée orientale de 600 % en trois ans, ce qui dénote bien une intention d'expansion agressive. Au moment de la guerre israélo-arabe, le nombre des bâtiments soviétiques était de 47, ce qui curieusement équivalait à peu près à celui de la VI^e Flotte U.S. en Méditerranée, mais celle-ci d'une supériorité écrasante en tonnage et en armements (voir *Est & Ouest* n° 408, juillet 1968 : *La pénétration navale soviétique en Méditerranée*).

Il est également intéressant de noter que le nombre de ces bâtiments soviétiques est très variable. Le chiffre de 47 était celui de l'époque de la guerre précitée. Il était également élevé quoique non précisé, lors des manœuvres de l'O.T.A.N. en Méditerranée, à l'automne 1968. Et maintenant ce nombre est tombé à environ 25 unités. On ne saisit pas exactement la raison des variations de ces forces. Serait-ce simplement que les installations dont disposent les marins soviétiques en Méditerranée orientale sont encore insuffisantes pour abriter leurs navires et qu'ils ne les y

laissent qu'en cas de nécessité, ce qui impliquerait bien que la fraction avancée de la Flotte de la Mer Noire a comme rôle, outre celui de soutien des pays arabes passés sous obédience soviétique, de se livrer à une activité intense d'information sur les possibilités de défense de l'Occident en cas d'une expansion encore plus poussée de l'U.R.S.S. dans la « Mare nostrum » ?

La variation la plus accusée concernerait les sous-marins dont le nombre a doublé, passant de six à douze. Or chaque flotte russe en possède une centaine, de plusieurs catégories et types. Le nombre des unités détachées dans le cas présent serait donc faible et pourtant il ne s'élève jamais de protestations chez les riverains lorsque parmi ces unités, il en est d'atomiques. Par contre les contingences d'entretien et d'instruction restent astreignantes dans des parages où les Russes ne disposent pas de toutes les installations voulues. Néanmoins ce qui compte pour la flotte avancée est le fait d'avoir, dans certains ports, des possibilités d'accueil, ce dont n'a plus besoin la flotte américaine. L'augmentation du nombre des unités n'y découle que d'une certaine réglementation concernant les passages de navires au travers du Bosphore; ceux-ci doivent être simplement signalés à l'avance, selon les clauses du traité de Montreux (20 juillet 1936). L'U.R.S.S. peut donc relayer ses forces à l'extérieur en fonction de la situation et des besoins.

La présence en Méditerranée de cette flotte soviétique, donne indubitablement à l'U.R.S.S. une position de force dans le Proche-Orient, et même au-delà, dans l'Océan Indien, où ses efforts portent maintenant avec la même ardeur. On peut constater partout dans cette partie du monde que le retrait des Européens occidentaux de leurs anciennes positions au-delà — et en deçà — du canal de Suez, crée un vide comblé par les Soviétiques, prudemment au début, conservé avec acharnement par la suite.

Néanmoins la position des Soviétiques en Méditerranée demeure encore précaire, du fait qu'ils n'y disposent pas d'une vraie base, où leurs bâtiments pourraient trouver abri. Ils sont les hôtes de certains pays dont les moyens et installations sont très faibles, inconvénient auquel les Américains obviennent par un important système logistique. La VI^e Flotte U.S. avec ses bâtiments de combat, une cinquantaine, la plupart de fort tonnage, plusieurs centaines d'avions embarqués et quelques dizaines de milliers de marins, représente une masse dont le potentiel en cas de conflit serait énorme. Les Etats-Unis peuvent d'ores et déjà se passer de bases, surtout depuis qu'ils ont doté de fusées stratégiques et thermonucléaires leurs sous-marins atomiques.

Le fait pour les Russes de ne posséder aucune base en Méditerranée après avoir perdu celle de Valona, n'est pas catastrophique pour le temps de paix. Leur présence navale en Méditerranée orientale constitue au point de vue prestige et action psychologique un atout majeur. C'est également sur quoi

s'appuie toute une entreprise profonde en Afrique Noire.

Depuis une dizaine d'années, l'U.R.S.S. intervient en effet dans de nombreux pays africains avec plus ou moins de succès.

Actuellement, après un certain temps de répit, on voit l'U.R.S.S. intervenir, toujours d'une manière indirecte, au Yémen, au Nigéria où elle vend des Migs, et cette situation durera probablement longtemps encore, car l'agitation est maintenue systématiquement partout où cela est possible.

Cependant, pour l'U.R.S.S., il est deux points d'accrochage infiniment sérieux ; ceux que présentent l'affaire israélo-arabe et la base de Mers-el-Kébir.

La guerre de 1967 avait laissé les pays arabes, et plus particulièrement l'Égypte, dans un état d'extrême faiblesse ; leurs forces armées étant somme toute réduites à zéro. Et l'échec subi était assez curieusement imputable à l'U.R.S.S., dont les « conseillers » avaient dressé des plans, si ce n'est timorés, du moins, comme l'a très bien établi le général A. Beaufre, en fonction d'une même planification très poussée qui avait eu cours lors des grandes batailles sur le front russe à la fin du second conflit mondial.

Pourtant, comme c'était à prévoir, c'est paradoxalement l'U.R.S.S. qui a profité de cette situation. En effet, s'ils n'avaient pas eu le soutien soviétique, les gouvernements arabes se seraient effondrés complètement après leur défaite : ils auraient été bien incapables de se redresser tout seuls. Or, l'U.R.S.S., forte de sa position privilégiée est intervenue discrètement. On estime maintenant que les forces armées arabes, notamment l'aviation égyptienne, ont été reconstituées à 150 % de leur précédent niveau. Cela concerne surtout les matériels, dont la quasi totalité avait été perdue. Le nombre de conseillers soviétiques actuellement en service dans ces pays serait de 3.000 et peut-être même davantage. Les plans d'une nouvelle campagne ont dû certainement être révisés de fond en comble.

Pour le moment, bien que l'on ne sache rien de précis dans ce domaine, il saute aux yeux que la résistance à Israël ne fait que se durcir. Il n'est encore question d'aucun arrangement en faveur de la paix ou d'un *modus vivendi*. Les incidents sont nombreux et de plus en plus graves, contre lesquels Israël en est réduit à des ripostes brutales. Depuis six mois la situation va s'aggravant. Israël est obligé d'acheter des « Phantom » américains à la place des « Mirage ». Souvent des tirs d'artillerie, sans compter les escarmouches, et les coups de main, sont échangés d'une rive à l'autre du canal de Suez. Et celui-ci est plongé dans l'inaction parce qu'on ne veut pas en laisser l'usage aux bateaux israéliens. Enfin, mises en garde et menaces sont lancées de part et d'autre. Certaines représailles israéliennes sont très dures. L'impression qui s'impose est que le durcissement venu du côté arabe ne se serait jamais produit sans l'appui ou l'accord tacite de l'U.R.S.S., ce qui est indiscutable. Et ce qui

ne l'est pas moins, c'est le fait que l'U.R.S.S. a ravi à la France sa position de grande puissance musulmane... Il est vrai que l'Empire soviétique contient un nombre imposant de Musulmans.

Pour avoir la clientèle arabe et s'imposer en Afrique, l'U.R.S.S. a compris, qu'il fallait jouer le jeu anti-israélien. Elle avait commencé par le contraire, s'étant peut-être trompée sur la valeur du potentiel numérique des Arabes. Ceux-ci pourtant aussi peu aptes à conduire seuls une économie que des forces armées modernes.

En tout cas pour le moment, aucun progrès n'a été fait pour liquider le passé, malgré de multiples négociations amorcées, tandis que l'on paraît beaucoup plus tendre vers une nouvelle confrontation. Et forte de sa position militaire — sur laquelle il importe d'insister — dans cette partie du monde et de l'appui essentiellement militaire qu'elle dispense à ses pays protégés, colonialiste à sa façon, l'U.R.S.S. paraît de plus en plus inciter, ou du moins laisser faire, à une telle confrontation. Elle espère sans doute mieux conduire une nouvelle affaire. Pour sa part, Israël se prépare avec prévoyance et augmente son budget militaire, battant tous ses précédents records, tandis qu'a été doublée sa production d'armements. Par ailleurs, de nombreuses visites de personnalités soviétiques ont lieu au Caire et à Damas, escortées par des escadrilles de bombardement russes ; en sens inverse, officiers, techniciens et pilotes égyptiens vont se former en U.R.S.S.

EN MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE

Les accords d'Evian avaient prévu que la France conserverait sa base de Mers-el-Kébir jusqu'en 1977, mais, selon l'expression familière dont a usé un parlementaire, elle l'a quittée sur la pointe des pieds en janvier 1968. Il est plus que vraisemblable que les Soviétiques aient songé et songent encore à trouver là la base qui leur manque.

On l'a nié, mais pourquoi n'y songeraient-ils pas puisqu'aussitôt acquise l'indépendance algérienne, ils tentèrent de monter une base de lancement de fusées non loin de l'ancienne Philippeville, à un peu plus de 800 km. de la France. En tout cas, s'ils songent à se faire accorder Mers-el-Kébir, ils procéderont prudemment, par petites étapes, afin de laisser croire qu'il ne se passe rien.

Les principaux faits mentionnés depuis quelques mois sont les suivants. En juillet 1968, le maréchal soviétique Gretchko, s'est rendu à Alger en visite officielle, invité par le Ministre algérien de la Défense. On en a parlé comme du début d'une nouvelle phase des relations militaires entre les deux pays, ce qui paraît l'évidence même. La coopération dans ce domaine devait être débattue lors de cette rencontre, notamment en ce qui concerne les besoins en pièces détachées des équipements militaires. Par contre, nouvelle fort tranquillisante, aucun accord ne serait passé

au sujet de Mers-el-Kébir. On avait eu soin d'ajouter que le maréchal soviétique avait visité d'autres pays arabes, l'Irak, la Syrie, l'Égypte.

Quelques jours après une autre information signalait que le maréchal soviétique, qui s'était arrêté dans les bases et écoles de l'Est de l'Algérie, puis à Lartigue, Arzew, était naturellement passé à la base de Mers-el-Kébir. Les milieux marocains et américains s'en sont inquiétés.

A l'occasion de l'arrivée du maréchal Gretchko, on a rapporté que les forces algériennes comptent 70.000 hommes, équipés essentiellement par des armes et des avions russes. Il était confirmé que des instructeurs militaires soviétiques étaient en service en Algérie, tandis que des officiers algériens suivaient des cours en Russie. Le renforcement de la coopération militaire a été particulièrement évoqué, surtout en ce qui concerne la formation des officiers d'état-major. Enfin, les Soviétiques ont acheté cinq millions d'hectolitres de vin algérien.

En septembre, une information hypothétique disait que des techniciens russes auraient été chargés de l'entretien de la base de Mers-el-Kébir et que sur l'ensemble de l'Algérie, auraient été dénombrés 10.000 conseillers, spécialistes, civils ou militaires, dont certains auraient pris le contrôle de la centrale électrique de la base de Mers-el-Kébir.

Toutefois Alger a démenti que des bases aient été cédées à une puissance étrangère, ce qui visait essentiellement Mers-el-Kébir, après que des quotidiens européens se fussent inquiétés du sort de cette base.

QU'EST-CE MERS-EL-KÉBIR ?

Commencée en 1939, cette base était l'orgueil de la Marine française et une des plus belles réalisations en son genre, aussi sans doute une des meilleures bases du monde, devenue de plus d'une valeur anti-atomique hors pair. Elle doit ces immenses avantages

à sa situation exceptionnelle ainsi qu'aux immenses travaux qui y ont été effectués pendant vingt ans. Elle est située à proximité de ce qui fut le grand port d'Oran. Elle possède une baie semi-elliptique de 4 km. de longueur sur 20 mètres de largeur en eau profonde, permettant le mouillage et la dispersion des navires de guerre. Cette baie est enserrée par deux jetées de 1.800 et 1.200 mètres, ce qui donne un plan d'eau d'une superficie de 350 hectares. Sa bordure méridionale est surplombée par des hauteurs allant jusqu'à 350 mètres d'altitude qui constituent la couche de rocher de protection des installations disposées au-dessous d'elle.

Des « nefs » immenses ont été creusées jusqu'à 20 mètres de hauteur ou six étages, dans le rocher, ainsi que d'énormes réservoirs pour carburant. Il ne manque aucune des installations nécessaires : postes de commandement de la base proprement dite et des forces navales ; ateliers, casernements, un hôpital, services divers, ainsi qu'une zone de stockage de six semaines.

Les installations sont à l'abri des effets de souffle ou de raz-de-marée provoqués par des explosions atomiques. De plus des galeries internes au niveau de la mer permettent d'accueillir des sous-marins, de toutes tailles, y compris ceux du type le plus récent. Ces galeries devaient être fermées par des « blocs-verrous pare-souffle ». Un dock flottant de 40.000 tonnes complète l'ensemble et permet d'effectuer toute opération de carénage. Enfin, la protection aérienne du complexe peut être assurée à partir de la base aéronautique de Lartigue, à proximité, ainsi que par celle de Bou-Sfer. Mers-el-Kébir était sans doute une des bases les plus modernes, éminemment stratégique, pouvant être la plus efficace et répondant le mieux aux conditions présentes. Avec Bizerte et Toulon, elle complétait le triangle des bases françaises. Sa construction avait coûté quelque deux milliards de francs (N.F.)

J. PERGENT.

Association d'Études et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8^e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Études et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinze semaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 65 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 95 F. pour un an ou à 125 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Agriculture soviétique 1968

NOS lecteurs ont pu prendre connaissance (dans notre n° du 16-28 février) du sévère réquisitoire dont Brejnev avait accablé, en octobre 1968, les responsables de l'agriculture soviétique.

Le bilan chiffré de l'année 1968, publié par la presse soviétique du 25 janvier dernier, confirme la situation peu brillante de cette branche essentielle de l'économie soviétique. Après un bond important réalisé en 1966, de l'ordre de 10 %, l'année 1967 fut médiocre, avec une progression de 1 % seulement. L'avance enregistrée en 1968 est de 3,5 %.

Le tableau ci-dessous rend compte de la progression des dernières années :

	1968	1967	1966
Ensemble			
agriculture ..	3,5 %	1 %	10 %
Céréales	14 %	-14 %	42 %
Betteraves sucrr..	7 %	17 %	2 %
Pommes de terre	6 %	8 %	-1 %
Viande	1 %	6,5 %	12 %
Lait	3 %	4 %	5 %
Œufs	5 %	6 %	8 %
Laine	5 %	6 %	4 %

Dans l'ensemble, il y a un ralentissement très net du rythme, bien que les résultats de 1968 soient, dans l'ensemble, supérieurs à ceux des années précédentes. Voici comment se présente la situation en chiffres absolus :

Production

	1968	1967	1966
Céréales (a)	169,2	147,9	171,2
Betteraves sucrières (a)	93,6	87,1	74,0
Pommes de terre (a) ..	101,6	95,5	87,9
Viande (a)	11,6	11,5	10,7
Lait (a)	82,1	79,9	76,1
Œufs (b)	35,5	33,9	31,7
Laine (c)	413	395	371

(a) Millions de tonnes. — (b) Milliards d'unités. — (c) Mille tonnes.

S'il y a donc un progrès certain en chiffres absolus, la situation est loin d'être aussi favorable si on rapporte la production au chiffre de la population. Par tête d'habitant, l'augmentation de la production est plus faible

qu'en chiffres absolus, et dans tous les cas, à l'exception des betteraves à sucre, les résultats de 1968 sont inférieurs aux prévisions formulées par les plans précédents. Dans son discours du mois d'octobre 1968, Brejnev avait fixé des objectifs à atteindre « dès les prochaines années », ce qui ne peut signifier que 1971 ou 1972. Il n'est pas sans intérêt de confronter ces objectifs avec les résultats de 1968 et les objectifs que l'on voulait réaliser en 1965, terme du plan septennal lancé en 1959. La comparaison ci-dessous s'entend par tête d'habitant :

Production et promesses (par tête d'habitant)

	Résultats	Promesses pour	
	1968	1971/72	1965
Céréales (a) ..	7,1	8,1	7,6
Better. suc. (b)	392	366	328
Pom. de t. (b)	425	467	634
Viande (b) ..	48,5	61,0	68,9
Lait (b)	342	386	431
Œufs (c)	149	203	160
Laine (b) ..	1,73	2,03	2,36

(a) Quintaux. — (b) Kilogrammes. — (c) Unités.

Un coup d'œil sur ce tableau permet de constater que les résultats de 1968 sont inférieurs, souvent très largement, aux promesses faites pour 1965. Seules les betteraves font exception à la règle ; même les objectifs fixés pour 1971/72 sont assez modestes : ils sont même inférieurs aux résultats effectivement atteints en 1968. L'accroissement paraît même, dans certains cas, trop important pour qu'il puisse être réalisé :

Accroissement prévu pour 1968/72

Céréales	14 %
Pommes de terre ..	10 %
Viande	26 %
Lait	13 %
Œufs	36 %
Laine	17 %

Ces objectifs paraissent irréalisables pour les œufs et la viande, et difficilement réalisables pour la laine et les céréales. On a l'impression très nette que ces prévisions ne pourront être atteintes tant soit peu que si le Kremlin se décide à faire de nouvelles concessions aux paysans.

Les planifications augmentent d'année en année les quantités de machines et d'équipement destinées à l'agriculture.

Le tableau qui suit indique ce que l'agriculture a reçu au cours des dernières années (nous négligeons l'outillage secondaire). Dans la mesure des données d'ores et déjà disponibles, nous ajoutons les prévisions pour 1969.

(Cf. Tableau, page 15)

APRES AVOIR LU
EST & OUEST
ENVOYEZ-LE A UN AMI

Dotations à l'agriculture

	1966	1967	1968	1969 (a) (prévis.)
Instruments (b)	12	13,1	14,7	
Tracteurs (c)	277	286	292	306
Camions (c)	106	146	146	155
Moissonneuses-batteuses (c)	86	96	98	100
Arracheuses de pommes de terre (c)	5	6	5,9	
Arracheuses de betteraves (c)	11	10	11	
Charrues pour tracteurs (c)	173	192	192	
Engrais minéraux (d)	30,5	33,7	36	38,5

(a) Données fournies par Baïbakov le 10 décembre 1968. — (b) Milliards de roubles, y compris les investissements propres des kolkhozes. — (c) Mille unités. — (d) Millions de tonnes.

Les quantités fournies à l'agriculture s'accroissent. Mais il s'agit de savoir ce que deviennent ces dotations et si le matériel est judicieusement employé.

Il est, par exemple, de notoriété publique (c'est Brejnev en personne qui a dénoncé ces abus) qu'une partie des sommes destinées à l'agriculture est utilisée à d'autres fins. Chacun sait que tracteurs, camions et toutes les autres machines agricoles ne travaillent pas à plein temps parce que des pannes incessantes les immobilisent et que le manque de pièces de rechange empêche de les réparer à temps. On se demande de quelle utilité peut bien être la livraison de quantités croissantes d'engrais minéraux puisque, ou bien les responsables des fermes ne viennent pas les chercher aux gares, ou bien les laissent s'abîmer dans les cours des fermes sous la pluie et la neige.

Le plus ahurissant dans tout cela, c'est que toutes les récriminations, les avertissements, les blâmes des responsables les plus haut placés ne produisent aucun effet. Nous reproduisons ci-dessous, à titre de curiosité, trois passages que nous extrayons du chapitre « agriculture » des trois derniers bilans économiques annuels.

Celui de 1966 (presse soviétique du 29 janvier 1967) dit ceci :

« L'agriculture n'est pas exempte de déficiences. Le rendement des cultures demeure bas dans certaines régions, les assolements se pratiquent lentement, l'irrigation, le drainage et l'épandage des engrais sont souvent insuffisants. Certaines exploitations ne tirent pas suffisamment parti des moyens dont elles disposent pour l'accroissement de la production des produits d'élevage et du cheptel. Certains kolkhozes et sovkhoses ont maintenu un prix de revient élevé et la production n'est pas organisée efficacement ; nombre de sovkhoses n'ont pas réalisé le plan des bénéfiques et ont enregistré des pertes ».

Voici comment s'exprime le bilan de 1967 (presse soviétique du 25 janvier 1968) :

« De graves déficiences subsistent dans le fonctionnement des kolkhozes et des sovkhoses. Le rendement des cultures agricoles et des produits d'élevage est encore bas dans bien des régions. La productivité progresse lentement dans les kolkhozes et les sovkhoses, où le prix de revient est encore trop élevé. Bien que dans l'ensemble les sovkhoses aient pu réaliser des

bénéfices en 1967, il n'en reste pas moins que nombre d'entre eux n'ont pas exécuté le plan des bénéfiques et qu'une partie des sovkhoses sont même déficitaires ».

Enfin, le dernier bilan, celui qui nous commentons dans cet article et que publiait la presse soviétique du 26 janvier dernier, contient le paragraphe que voici :

« Il y a eu des insuffisances dans le travail des kolkhozes et des sovkhoses. Dans une série de régions, le rendement des cultures et la productivité du troupeau demeurent bas ; la production des produits de l'élevage s'accroît lentement, le prix de revient des produits reste élevé, surtout dans l'élevage ; nombre de sovkhoses ont terminé l'exercice avec des pertes ; on n'utilise pas suffisamment les possibilités d'un accroissement plus rapide de la productivité du travail ».

Ce qui frappe à la lecture de ces trois paragraphes, c'est leur lamentable monotonie. Les auteurs de ces bilans économiques ne prennent même pas la peine de rédiger autrement les mêmes doléances : ils recopient — à deux ou trois mots près — le texte de l'année précédente, et cela depuis des années. Et ces exercices ne servent rigoureusement à rien. Les mêmes tares se répètent bon an mal an, et cela continuera indéfiniment tant que l'agriculture demeurera courbée sous ce stérilisant régime bureaucratique.

★ ★

Les hommes du Kremlin se rendent évidemment compte que cette situation exige impérieusement des remèdes efficaces. Depuis la mort de Staline, autrement dit depuis seize ans, ils s'efforcent de remettre d'aplomb leur agriculture ruinée par la collectivisation. Ils s'y sont pris de différentes manières, mais sans jamais abandonner le principe des fermes collectives. Quand ils faisaient quelques concessions au secteur individuel (extrêmement restreint) de l'agriculture en tolérant une faible extension des lopins individuels et une modeste augmentation du troupeau privé, ils se voilaient la face comme s'il s'agissait d'une maladie honteuse.

Puisque la gestion collective, dispendieuse et déficitaire, s'opposait à l'amélioration de la productivité, pourtant possible puisque le rendement à l'hectare était désespérément bas, Khrouchchev avait décidé d'étendre la surface cultivée par le défrichement des terres vierges de Sibérie et du Kazakhstan.

Cette expérience s'étant soldée par une faille retentissante, Khrouchtchev trouva, en 1963, une nouvelle panacée : l'emploi massif d'engrais synthétiques. Là encore, malgré les sommes formidables dépensées pour la construction d'usines d'engrais chimiques, l'expérience s'avéra décevante. Les successeurs continuent de la poursuivre, mais à un rythme plutôt modéré. Depuis quelque temps déjà, ils préconisent un autre remède, et dans son discours de décembre dernier, M. Baïbakov, président de la Commission du Plan d'Etat, en a fait officiellement la nouvelle tarte à la crème : il s'agit cette fois-ci de l'amendement du sol, du changement du régime hydraulique de régions entières. En 1969, on prévoit 1,3 milliards de roubles (soit 6,5 milliards de francs) pour l'assèchement et l'irrigation des terres soviétiques.

De tous les projets mis en avant, le plus grandiose est sans aucun doute celui qui prévoit l'utilisation des deux rivières Syr-Daria et Amou-Daria pour l'irrigation du Turkestan. Ce sont ces deux rivières qui alimentent le lac

d'Aral. En privant ce lac de ces deux cours d'eau, on risque de changer du tout au tout les conditions climatiques de toute cette région.

La presse soviétique a publié depuis novembre dernier quelques articles alarmés et alarmants : on risque de priver tout le Turkestan de son réservoir d'eau. Ceux qui critiquent le projet font valoir, entre autres, que déjà, au cours des dix dernières années, on avait prélevé sur le Syr-Daria 25 milliards de mètres-cubes d'eau, dont 17 milliards seulement purent être acheminés vers les champs ; 8 milliards de mètres-cubes ont été perdus dans le terrain désertique. On imagine aisément les conséquences que la disparition, ne fût-elle que partielle, d'une nappe d'eau de 67.000 kilomètre carrés serait susceptible d'entraîner pour le régime hydraulique et la vie de la population de cette région.

Les « planificateurs » soviétiques n'ont jamais la main heureuse...

LUCIEN LAURAT.

Un "soviétologue" américain *

Il y a près de trente-cinq ans, dans un des meilleurs livres qui aient jamais été écrits sur l'U.R.S.S., *Hiver à Moscou*, Malcolm Muggeridge peignait un brillant portrait d'un « vieux routier de Moscou », un journaliste américain auquel il donna le nom de « Jefferson ». Jefferson n'avait pas de convictions politiques, morales ou idéologiques, mais il était profondément impressionné par l'absence de scrupules et la détermination inébranlable des dirigeants bolchéviks, et pleinement convaincu qu'avec ces qualités ils atteindraient leurs buts et moderniseraient la Russie en une sorte de réplique des Etats-Unis. En conséquence, il se consacra à la tâche de « vendre » la Russie au public américain : passant sous silence ou même niant la cruauté des faits, glorifiant et magnifiant les « réalisations », réelles ou imaginaires.

Mais « Jefferson » n'était pas un personnage fictif : il s'agissait de Walter Duranty, un des plus célèbres correspondants de presse à Moscou, qui y représenta le *New York Times* pendant près de vingt ans. Duranty lui-même ne cachait pas son attitude à l'égard de l'U.R.S.S. Dans un livre publié après son retour aux Etats-Unis, il écrivait : « J'ai joué Staline comme on joue un cheval, jusqu'à ce qu'on y pense comme à « son » propre cheval... C'était mon sentiment au sujet de la Russie c'est mon sentiment au sujet de Staline. Je me moque éperdument du socialisme, du totalitarisme et de tous leurs ismes ».

Telle a été, dans l'ensemble, la politique du *New York Times* lui-même à l'égard du régime soviétique pendant la plus grande partie de son existence. Ce journal ne croit pas aux ismes, socialisme, communisme, égalitari-

me et toutes ces fichaises, non plus que ses correspondants — c'est pour cela qu'aucun d'eux n'a jamais été désillusionné, comme cela est arrivé à tous les vrais idéalistes comme Louis Fischer et Eugène Lyons et Malcolm Muggeridge lui-même. Ce que les hommes du *Times* voyaient, c'est un immense pays, un semi-continent, une « nouvelle » nation (les Américains oublient souvent que la Russie est un des plus vieux Etats-nations au monde) qui se modernisait rapidement, défrichant les déserts, conquérant la nature, la rudoyant. Bref, quelque chose de très semblable aux Etats-Unis et qui leur ressemblait de plus en plus.

Tel était, à tout prendre, le concept sur lequel reposait tout ce qu'écrivait de Moscou le plus notable successeur de Duranty, Harrison Salisbury, aujourd'hui l'un des directeurs-adjoints du journal. Comme « Jefferson », Duranty, lui aussi a « joué » Staline et la Russie comme on joue un cheval. Ses

(*) Tibor Szamuely, diplômé de l'Université de Moscou, puis professeur d'Histoire moderne à l'Université de Budapest, est actuellement chargé de cours à l'Université de Reading, en Angleterre. Neveu du Tibor Szamuely qui fut Commissaire du Peuple sous la Commune hongroise et périt avec elle (cf. l'article nécrologique de N. Boukharine dans le *Bulletin communiste*, n° 6, du 22 avril 1920), il a passé son enfance et son adolescence en Russie soviétique, avant de rentrer en Hongrie où s'est parachevée son expérience du communisme. Ayant pu choisir la liberté, il donne au *Spectator*, de Londres, à *Survey* et à d'autres publications britanniques les meilleurs articles que l'on puisse lire actuellement sur la Russie soviétique et le monde communiste.

dépêches du vivant de Staline et après reflétaient fidèlement cette position. Le vieux tyran sanguinaire était, selon Salisbury, « le genre de dirigeant auquel on peut parler... Son attitude envers les inférieurs est paternelle et bienveillante ». Rien d'étonnant dès lors si « pour le Russe moyen toutes les appellations prodiguées à Staline — génie, architecte, grand chef, grand maître — avaient vraiment un sens ». Comme « Jefferson »-Duranty, M. Salisbury jetait un regard charitable sur l'horrible activité de la police secrète à l'apogée de la terreur massive d'après-guerre : « La plupart des gens voient dans le N.K.V.D. une sinistre police secrète qui enlève des Russes au milieu de la nuit et les expédie en Sibérie. Eh bien, il y a certainement du vrai dans cette impression. Le N.K.V.D. fait de ces choses-là, à l'occasion ».

Non que la censure soviétique obligeât M. Salisbury à écrire ainsi. C'est ce qu'il croyait vraiment. Dans ses journaux *intimes* (publiés en 1961), il commente une des plus grandes entreprises stalinienne de travail forcé : « Le canal Volga-Don ne donne pas l'impression d'être l'œuvre du travail forcé, bien que ce travail ait pu être employé en partie. » D'autres références au travail forcé à l'apogée du système, quand il comptait de quinze à dix-huit millions d'esclaves, sont dans son journal : « je n'ai vu nulle part de travail forcé », et : « le travail forcé existe dans ce pays. Mais là n'est pas la question ». Bien sûr que non !

Tout cela c'était certes il y a longtemps. *Anatomy of the Soviet Union* (éd. Nelson), ouvrage collectif rédigé par des collaborateurs du *New York Times*, sous la direction de M. Salisbury, paraît treize ans après le départ de celui-ci de Moscou. Pendant ces années, le monde a appris beaucoup de choses sur l'U.R.S.S. Mais pas le *New York Times*, à en juger par ce livre : l'attitude fondamentale reste la même qu'à l'ère glorieuse de Duranty-Salisbury. Il est vrai que depuis qu'il a quitté son poste, M. Salisbury a fait des « sauts » fréquents en U.R.S.S., revenant chaque fois avec quelque nouveau joyau de mensonge. C'est ainsi qu'il y a un an à peine, il est sorti de Russie tout haletant avec la nouvelle (automatiquement reproduite et acceptée, grâce au prestige du *Times*, dans le monde entier) que la persécution de Soljenitsyne était finie, qu'on lui avait rendu tous ses manuscrits, que son *Pavillon des cancéreux* allait être publié sous peu, que la censure serait abolie après le cinquantième anniversaire de la révolution, et que Siniavski et Daniel seraient libérés aussi. Pas un mot n'était vrai, mais M. Salisbury a l'impudence de répéter tout cela dans son livre.

Anatomy of the Soviet Union est une véritable mine de désinformation. Cela non seulement par le contenu, mais tout autant par ce qui est omis, à savoir presque tous les aspects importants de la vie du pays. On aurait peine à imaginer qu'un livre qui s'appelle « anatomie » d'un pays (et qui a été louangé, soit dit en passant, par le *Times Literary Supplement* comme « de loin la meilleure étude

générale sur l'Union soviétique qui ait paru ces dernières années ») pût ne pas contenir de chapitres consacrés au gouvernement de ce pays, à sa politique ou à sa structure sociale. C'est pourtant bien le cas. De plus, M. Salisbury a laissé de côté tous les domaines essentiels dont il pourrait être plutôt difficile de présenter un tableau positif : le système judiciaire, la police secrète, l'agriculture, le problème des nationalités, etc.

Un des faits centraux en ce qui concerne l'U.R.S.S. — son caractère multinational — est à peine mentionné, ne serait-ce qu'en passant. Pratiquement la seule référence à ce sujet est le passage suivant : « L'Union soviétique est divisée en quinze républiques dites fédérées qui ont chacune leur propre gouvernement, leur capitale, leur système législatif, d'une façon très semblable à un État américain ou à une province canadienne. » Il y a douze ans, l'auteur en aurait mentionné seize : depuis, hélas, la « république » carélo-finnoise (avec son propre gouvernement, etc., très semblable à un État américain ou à une province canadienne) a été dissoute par simple décret du Kremlin. Cela pourrait-il arriver au Wisconsin ou au Winnipeg, on se le demande ?

Les vingt et un essais que contient le livre sont presque exclusivement consacrés aux domaines dans lesquels les réalisations du régime peuvent être présentées sous un jour favorable : santé, éducation, science, recherche spatiale, musique, ballet, etc. Cette méthode est essentielle car le livre se fonde, tout à fait franchement, sur la thèse traditionnelle du *Times* : la similitude croissante entre les États-Unis et l'U.R.S.S. Il est truffé de formules comme : « Je suis parti convaincu qu'après cinquante ans d'efforts vers le communisme, l'Union soviétique n'a jamais autant ressemblé à son rival américain ». Les auteurs écrivent leurs essais essentiellement sur la foi d'entrevues avec d'importants personnages officiels soviétiques dont ils prennent chaque mot pour argent comptant. C'est ainsi que « l'éducation sexuelle commence dans les écoles à quatorze ou quinze ans, selon Mme Skorniakova » (chef de section au ministère de la Santé). Or si l'auteur de cet article s'était donné la peine d'étudier la presse soviétique, il aurait découvert qu'il n'y a pas d'éducation sexuelle du tout dans les écoles soviétiques.

C'est là, en effet, une accusation capitale : n'importe quel livre fondé sur les seules sources soviétiques publiées — journaux, statistiques, etc. — aurait été plus véridique que « l'anatomie » de M. Salisbury. La contribution la plus ridicule de toutes est l'article sur le logement. L'auteur est enchanté de tout ce qu'il voit et entend dire — tout cela est si merveilleux, si passionnant, tellement supérieur à tant d'égards au logement occidental, glousse-t-il, cela s'élève « sur une échelle qui laisse les autres pays loin derrière ». Aux États-Unis, par comparaison, « la construction est encore au stade artisanal » (mépriser les États-Unis est de rigueur au *New York Times*).

Presque chacun des chiffres cités dans son article est complètement inexact. S'il avait jeté un coup d'œil dans l'officiel *Annuaire statistique soviétique*, il aurait pu découvrir (a) que la surface d'habitation construite en 1961-1965 dans les zones urbaines n'est pas de 393 millions de mètres carrés comme il l'affirme, mais de 291,5 millions ; (b) que les Etats-Unis, avec une population un peu moins nombreuse construisent chaque année beaucoup plus de logements que l'U.R.S.S., et que les quatre cinquièmes de ces logements sont de quatre pièces ou davantage — luxe dont on n'a pas idée en Russie ; (c) que même la pauvre vieille Angleterre construit proportionnellement autant de logements que l'U.R.S.S. — dont la surface moyenne par unité d'habitation est près du triple du chiffre russe ; et (d) que c'est seulement en 1965 que les Russes ont rattrapé la moyenne urbaine russe pré-révolutionnaire de 6,6 mètres carrés de surface d'habitation par personne — bien au-dessous du minimum sanitaire officiel, une fraction seulement des normes occidentales de logement, et à des années-lumière des fantaisies qu'il raconte dans son essai.

Le livre ne consiste pas seulement en un matériel outrageusement partial. Il y a aussi quelques études techniques ennuyeuses, indigestes, mais assez solides — typiques du *Times* — sur les ressources naturelles de la Russie, les capacités militaires et l'appareil économique. Et, chose étonnante, un essai vraiment excellent, de Fred M. Hechinger, sur « l'Éducation : triomphes et doutes ».

Mais tout le ton inimitable du recueil est donné par M. Salisbury lui-même, qui non seulement en assume la direction, mais a écrit aussi quatre des essais. Il est normal qu'il en soit ainsi, car il est presque seul au monde à avoir la clairvoyance de discerner que l'influence politique des néo-staliniens « semble aujourd'hui quelque peu sur le déclin » et

que ce sont « les libéraux » qui ont « le vent en poupe ». Sa connaissance profonde de la littérature russe — sujet d'un de ses articles — est révélée par sa remarque sur « l'amitié » entre Pouchkine et Lermontov (Pouchkine, tout écolier russe le sait, ignorait jusqu'à l'existence de Lermontov). Mais on doit rendre cette justice à M. Salisbury : en deux petites pages, il réussit la plus habile exécution morale de feu Boris Pasternak que j'aie encore vue quelque part.

Il excelle également en politique étrangère. Le souvenir traumatisant que le peuple russe garde de la guerre « limite la liberté de manœuvre du gouvernement sur le front international ». Ce qui, bien entendu, a été démontré tout récemment en Tchécoslovaquie. M. Salisbury accepte sans discussion les vues de Iouri Joukov, le bruyant propagandiste soviétique selon lequel « l'Union soviétique a appris sa leçon en tentant d'imposer sa volonté aux pays d'Europe de l'Est, et elle est prête maintenant à les laisser de plus en plus élaborer leur politique eux-mêmes ».

Je ne cherche pas à être sarcastique aux dépens de M. Salisbury — ce serait impossible. Car il considère tout-à-fait ouvertement (quoique pas tous ses collaborateurs) l'U.R.S.S. comme un pays beaucoup plus heureux que le sien, un pays où — contrairement aux Etats-Unis — la jeune génération n'a pas de vraies raisons de se rebeller. Avec un ébahissement évident, il demande à André Voznesenski, le poète non conformiste : « Pourquoi les jeunes Soviétiques auraient-ils à se rebeller — ils n'ont pas de guerre du Vietnam contre laquelle protester, et il n'y a pas de problème racial vital vers lequel canaliser leur énergie ? ». Tel est le niveau de l'intelligence et de la compréhension d'un homme considéré depuis vingt ans comme une autorité en matière de soviétologie.

TIBOR SZAMUELY.

Un nouveau fléau en U.R.S.S. : les "pirates des ondes"

TOUT au long de ses cinquante et une années d'existence, le régime soviétique a su conserver le monopole de l'information, grâce à une centralisation intégrale de la presse, de la radio-télévision et de l'édition, dotées des moyens techniques les plus modernes, les autres sources d'information étant entièrement neutralisées au moyen de la censure et du brouillage. Toutes les dispositions semblaient ainsi avoir été prises pour modeler en toute quiétude la psychologie de millions de sujets. Et pourtant, il s'avère que cette technique de l'information unilatérale et de la désinformation poussée à son extrême n'était pas infaillible.

Des formes d'information nouvelles, encore imparfaites, mais adaptées aux conditions

de cet univers clos où elles sont nées voient peu à peu le jour.

La pratique du « *samizdat* », c'est-à-dire de la mise en circulation sous le manteau d'œuvres littéraires n'ayant pas reçu l'imprimatur du « *Glavlit* » (administration centrale de la censure) et d'autant plus répandues aujourd'hui que nul ne croit plus à une quelconque « libéralisation » spontanée du régime, surmonte peu à peu tous les barrages de la censure. Certes, les proportions de ce « *samizdat* » sont encore modestes puisqu'il ne touche essentiellement que le milieu des lettres et ne fait que commencer à intéresser l'immense armée des scientifiques et des techniciens, mais ses possibilités sont énormes.

Par ailleurs, l'épais rideau de brouillage

dont l'U.R.S.S. entoure depuis de longues années tous les possesseurs (de plus en plus nombreux d'ailleurs) de récepteurs radiophoniques finit par révéler, lui aussi, de nombreuses failles. En effet, non seulement il se montre beaucoup moins impénétrable qu'on ne le croyait, mais encore un phénomène analogue au « *samizdat* » semble se développer à une vaste échelle dans le domaine des ondes et commence à combler certains vides laissés par le brouillage. Il s'agit des *émetteurs clandestins* qui, depuis l'invention du transistor, se multiplient d'année en année et renforcent progressivement leur puissance.

Dès 1964, la presse centrale s'inquiète de la contagieuse pratique consistant à confectonner de toutes pièces des petits postes émetteurs et à les utiliser sans licence. L'apparition de ces radio-amateurs clandestins, aussitôt qualifiés de « *voyous des ondes* », avait d'ailleurs été signalée beaucoup plus tôt dans certaines publications locales, principalement dans celles du Kazakhstan qui, région de « *terres vierges* », comptait une importante population de jeunes. Progressivement la nouvelle « *mode* » se rapprocha des grands centres urbains de la Russie d'Europe. C'est ainsi, comme l'indiquait Y. Trouchnovitch dans une étude publiée dans la revue *Possev*, que le journal *Sovétskaïa Rossia* (7 août 1963) s'indignait du grand nombre d'émetteurs clandestins opérant dans la région de Toula. Parmi les postes repérés dans les bourgades de Novomoskovsk, Donskoy, Trousniansk, etc., figuraient, aux dires du journal, des émetteurs aux noms évocateurs de « *Lioudmila* », « *Vénus* », « *L'amarre* », « *Papillon* », « *403* », « *Caucase* », « *Mars* », « *La lanterne* » et « *Rubis* », qui opéraient tous sur la longueur d'onde de Radio-Moscou, tentant d'en perturber les émissions.

Bien que des mesures rigoureuses aient aussitôt été prises, l'activité des amateurs de radiophonie illicite ne se ralentit pas.

Quatre mois plus tard, le même journal (17 janvier 1964) signalait que trois « *radio-voyous* » de la ville de Vitouchga (région d'Ivanovo) avaient été arrêtés et condamnés à des peines allant de trois à quatre ans de privation de liberté.

De son côté, relatant l'activité de certains émetteurs clandestins de la région de Tioumène aux éloquentes indicatifs de « *Gangsters des ondes* », « *Saboteur* », « *Criminel* » et « *Radio-pirate* » la *Komsomolskaïa Pravda* du 21 février 1964 précisait que les opérateurs étaient tous des jeunes ouvriers de 17 à 18 ans. Le reportage se terminait sur une menace : « *Si, en allumant votre récepteur, vous entendez la voix nasillarde d'un pirate des ondes, sachez qu'il aura un sort identique à celui de la bande des radoteurs de Tioumène* ».

Il ne semble pourtant pas que cette mise en garde ait eu beaucoup d'effet puisque le 24 septembre 1964, la *Litératournaya Gazeta* lançait un cri d'alarme en reconnaissant que les « *pirates des ondes* » opéraient cette fois-ci aux abords même de Kiev. Dans la seule ville de Bélaya Tserkov, 200 émetteurs clan-

destins auraient été découverts, dont 198 « *radio-voyous* » et 2 « *radio-pirates* » ! Si ridicule qu'une pareille distinction puisse paraître, elle semble indiquer, en fait, que sur les 200 radio-amateurs opérant sans licence dans cette ville, deux se consacraient à une activité idéologique ou politique systématique.

Le 24 octobre 1965, le quotidien *Pravda Vostoka* consacra, pour sa part, un long article aux agissements des radio-amateurs clandestins de Samarkand, dont certains, comme « *Le parasite* », « *Balaklava* », « *L'anarchiste* » et « *Orion* » avaient fini par être découverts. La plupart des opérateurs arrêtés à cette occasion étaient, eux aussi, âgés de 17 à 18 ans.

Un an plus tard, le problème des clandestins de la radio fut à nouveau remis sur le tapis par l'hebdomadaire *Nédélia* (complément dominical des *Izvestia*), qui, dans son numéro du 18 septembre 1966 décrivait une opération de détection des « *radio-voyous* » dans la région de Kalouga. Il s'avéra que dans cette zone opéraient de puissants émetteurs dont les indicatifs étaient « *Le gai garçon* », « *Le voisin* », « *Le coup de pistolet du cowboy* » et « *L'ange* ». La même publication relatait l'activité de l'émetteur « *Marguerite* », installé dans une cour de ferme et dont l'opérateur était un certain Youri Tchernov, venu de Lipetsk. L'article se terminait par ces mots : « *On ne sait plus trop comment, mais cette véritable épidémie ravage tantôt le Donbass, tantôt Toula, tantôt l'Oural* ». On parle même d'un clandestin à Karaganda.

Ainsi, en quelques années, la mode des émetteurs sans licence envahit l'ensemble du territoire de l'U.R.S.S., échappant, bien entendu, à tout contrôle officiel. Il faut d'ailleurs remarquer que l'extension quantitative s'accompagnait de perfectionnements techniques considérables.

En effet, si au début, les radio-amateurs clandestins opéraient exclusivement en ondes courtes à l'aide de dispositifs improvisés s'adaptant sur les récepteurs ordinaires et pouvant, en cas de danger, être débranchés en quelques instants, par la suite de nombreux clandestins optèrent pour les ondes moyennes et leur appareillage devint beaucoup plus compliqué. C'est ainsi que le poste « *Parasite* » émettait dans la bande des 250 mètres, parvenant même à couvrir la voix du speaker de la radio officielle dans la zone située à proximité immédiate. A en croire les publications soviétiques, certains émetteurs non déclarés sont aujourd'hui audibles dans un rayon de 50 à 80 kilomètres.

Par suite des mesures prises par les autorités pour priver les jeunes de la documentation indispensable pour la construction des émetteurs, certains « *radio-voyous* » consacrent désormais des émissions techniques spéciales pour pallier le manque d'informations !

Ainsi, selon la *Kazakhstanskaïa Pravda* : « *Des adolescents se réunissent secrètement dans les demeures de certains d'entre eux, organisent leur « université » sur les ondes, en dictant à leurs amis des schémas d'émetteurs et contrôlent les caractéristiques de ceux-ci grâce à un jargon particulier* ».

Au point de vue de leur contenu, les émissions des radios clandestines sont fort diverses, allant de la simple musique de jazz aux entretiens religieux. Il n'y a d'ailleurs là rien d'étonnant. Souvenons-nous, en effet, que les publications modernes du « *samizdat* » furent elles aussi, précédées de revues poétiques, dont la caractéristique essentielle était l'apolitisme.

Certains émetteurs consacrent préférentiellement, semble-t-il, une large part de leur temps à des sujets que la presse officielle préfère ne pas nommer. Ainsi, évoquant l'activité de K. Maltsev, radio-amateur clandestin, dont le poste parvenait à couvrir l'émetteur officiel le plus proche, l'hebdomadaire *Nédélia* se bornait à déclarer que ses émissions consistent en « *lectures philosophiques, en évocations de problèmes scientifiques et techniques et en... jurons* » ! ?

Les seules indications précises relatives à « l'infâme propagande anti-soviétique » à laquelle se livreraient certains « radio-pirates » concernent essentiellement les émissions clandestines de communautés religieuses telles que les Témoins de Jéovah de Djezkazgansk et les Orthodoxes d'Alma-Ata.

Devant le danger que les émetteurs clandestins commencent à présenter pour le régime, les autorités réagirent vigoureusement. Un récent Plenum du Tribunal Suprême de l'U.R.S.S. décida d'apparenter l'activité des « radio-voyous » à « l'agitation et à la propagande antisoviétiques », passibles, selon l'article 70 du Code pénal de l'U.R.S.S., de peines allant de 6 mois à 7 ans de camp de concentration. En cas de récidive (comme c'est fréquemment le cas), la peine peut aller jusqu'à 10 ans de camp.

Et pourtant, l'activité des radio-amateurs clandestins se poursuit. On peut en trouver une confirmation éloquente dans l'entrefilet

suyant publié dans le grand quotidien des pseudo-syndicats soviétiques *Troud* (6 avril 1968) :

« *La fin du vieux Khotabitch* » : « *Ces derniers temps quelque chose d'incroyable se passait sur les ondes moyennes dans la région de Pavlodar. On pouvait entendre tantôt une musique sauvage, tantôt des jurons, entrecoupés d'indicatifs : « Ici, le vieux Khotabitch ! », « Je suis l'idiot, je suis l'idiot. J'appelle le faînéant ! ». C'est ainsi que se désignaient fort justement les animateurs des « émissions ».*

Voici donc les radio-voyous, au banc des accusés. Le premier à répondre de ses actes fut N. Dérévenko, alias « le vieux Khotabitch », encaisseur de la Banque d'Etat. Il était outré par le fait que la radio transmettait trop rarement la musique tzigane. Aussi décida-t-il de la faire entendre lui-même, en l'accompagnant de diverses sottises. Il fut condamné à une amende de 50 roubles et à la confiscation de tout son appareillage. Le même sort fut réservé à « l'Idiot » et au « Faînéant », qui n'étaient autres que Y. Blinov, tourneur à l'atelier de réparation de voitures et S. Vajénine, ouvrier à l'usine d'aluminium. Dix autres individus furent, eux-aussi, condamnés, « *car la technique n'est pas donnée aux hommes pour qu'ils en abusent* ».

Telles sont donc les brèches qui commencent à s'ouvrir d'elles-mêmes dans le système de défense, à première vue infranchissable, établi de longue date par les services de l'Agit-prop. Le fait que dans les deux cas — *Samizdat* et radios clandestines — il s'agit d'un phénomène strictement interne, indépendant de toute action venant de l'Occident, témoigne de l'apparition d'un état d'esprit nouveau, que les demi-mesures du néo-stalinisme moderne ne semblent pas capables de neutraliser.

Michel SLAVINSKY.

Crise de direction dans le Parti communiste chilien

LES dirigeants du Parti communiste chilien sont résolus à appuyer toutes les propositions émanant du P.C. de l'U.R.S.S. ou suscitées par lui lors de la prochaine conférence mondiale des partis communistes, mais ils ne se dissimulent certainement pas que cette attitude d'inconditionnalité risque d'accélérer le processus de détérioration à l'intérieur du parti, manifeste depuis l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie.

Jusqu'à ce fâcheux mois d'août, les communistes chiliens avaient obtenu un certain nombre de succès depuis le début de 1968.

Dans le secteur syndical, le P.C. chilien avait réussi à faire revenir au sein de la Centrale Unique du Travail (C.U.T.), qui est sous sa tutelle, les groupements syndicaux d'orientation

démocrate chrétienne ou radicale (ce qui devait lui permettre de faire pression sur E. Frei, par l'intermédiaire de la C.U.T. réunifiée afin qu'il mette à l'écart un de ses plus précieux collaborateurs).

Sur le plan politique, il s'est fait de précieux alliés parmi les « rebelles », nom qui désigne l'aile gauche de la démocratie chrétienne. (On y trouve le sénateur Rafael A. Gomucio, les députés Julio Silva Solar et Alberto Jerez). Comme cette aile gauche a la charge de l'application de la réforme agraire, le P.C. a pu ainsi étendre son action vers la campagne.

Les militants démocrates-chrétiens chargés de la réforme considèrent que les communistes sont des associés de choix dans leur

lutte contre les grands propriétaires, et l'aide que le P.C. leur apporte les amène à donner à leur action un contenu non prévu par la Loi de réforme agraire originale. On a exproprié beaucoup de terres travaillées avec une grande efficacité et une haute productivité alors que des grandes propriétés mal exploitées ne sont pas touchées. De ce fait, la réforme agraire chilienne n'est plus une redistribution de la richesse rurale sur des bases raisonnables en vue d'améliorer le niveau de vie de la population, mais principalement une arme dirigée par les communistes contre la classe patronale de l'agriculture. Beaucoup d'observateurs bien informés sont d'accord pour affirmer que jusqu'à une date récente, le gouvernement de Frei avait perdu presque complètement le contrôle de l'application de la loi, dirigée en fait par les communistes.

En 1968, le P.C.C.H. a obtenu d'importants succès dans l'enseignement grâce à ses efforts d'infiltration dans l'administration universitaire. Pour la première fois dans l'histoire de la très complexe Université Technique d'Etat, un communiste, secondé par une équipe administrative marxiste, a été nommé recteur. Entre temps, les plans de réforme universitaire sont tombés sous le contrôle absolu des communistes, menaçant ainsi l'avenir de l'enseignement ainsi que l'avenir économique et technologique du pays dans son ensemble. Sur tout le territoire, des agitateurs communistes étudiants ont organisé des grèves intermittentes pour obtenir des concessions des autorités universitaires et du gouvernement.

Il est vrai que les communistes ont dû battre en retraite dans certaines occasions : par exemple, ils ont subi des échecs dans plusieurs élections étudiantes. De même, l'administration communiste déficiente de l'Université Technique d'Etat a causé un grand scandale lorsque l'ampleur de la crise budgétaire de cette université a été connue.

Toutefois, ces quelques difficultés ne sont rien auprès de celles que le Parti a dû affronter du fait de la décision de Luis Corvalan, son secrétaire général, d'approuver l'intervention militaire de l'U.R.S.S. en Tchécoslovaquie.

L'AFFAIRE TCHÉCOSLOVAQUE

Durant tout le début de l'année, le P.C. chilien s'était montré favorable au mouvement de réformes que symbolise le nom de Dubeck et l'avait cité comme un exemple à suivre. Cette attitude lui avait valu de nombreuses sympathies : ce qui s'était traduit par un afflux d'adhésions sans précédent dans son histoire (il comptait désormais 40.000 membres).

Or, dès le début de l'invasion, Corvalan et ses collaborateurs ont cautionné aveuglément la version soviétique indiquant que les soldats de l'U.R.S.S. avaient été invités à pénétrer en Tchécoslovaquie par le Parti communiste tchécoslovaque. Devant la réaction défavorable et l'incrédulité des membres du Parti, les dirigeants du P.C.C.H. ont fait valoir

que l'invasion avait été indispensable, du fait qu'il existait des mouvements contre-révolutionnaires en Tchécoslovaquie et que les conquêtes socialistes du Parti risquaient d'être perdues.

Les militants n'ont pas été seuls à être troublés par cette attitude approuvative. Deux alliés du P.C., le Parti populaire socialiste et le Parti socialiste ont désapprouvé l'intervention soviétique.

Ce désaccord a été souligné par une déclaration catégorique du député Mario Palestro, membre du Parti socialiste, qui se trouvait en Tchécoslovaquie au moment de l'invasion. En décembre 1968, le secrétaire général du Parti populaire socialiste, Oscar Nunez, a affirmé que les déclarations du P.C.C.H. relatives à l'invasion de la Tchécoslovaquie avaient démontré que ce parti n'était pas encore libre de tout contrôle étranger.

LES ERREURS DE CORVALAN

Ces difficultés n'ont évidemment pu que renforcer l'hostilité de certains dirigeants au secrétaire général et leur espoir de l'amener à céder la place lors du XIV^e Congrès du Parti qui aura lieu cette année.

Jusqu'à il y a peu, les rivaux de Corvalan n'avaient comme arguments que son âge et sa santé pour réclamer son changement. Depuis août 1968, le sentiment prévaut que le manque de discernement de Corvalan dans l'affaire de la Tchécoslovaquie est un symptôme de son inaptitude croissante à traiter des problèmes politiques délicats qui ont surgi du fait du retour des Soviétiques à des pratiques stalinienne, contraires aux aspirations de la grande majorité des membres du Parti communiste chilien.

On ne critique pas seulement Corvalan pour avoir donné l'appui du Parti à l'agression soviétique en Tchécoslovaquie, mais aussi pour avoir donné l'appui du Parti à l'agression ni nuance, avec un manque total de cette astuce qui a caractérisé dans le passé les manœuvres du P.C.C.H. La jeunesse et les intellectuels communistes se sont sentis trahis par la manière âpre et inutilement rude dont ils ont été obligés de paraître partisans d'une aventure, aussi injustifiable, à leurs yeux, que la guerre au Vietnam. Les jeunes communistes éprouvent d'autant plus de ressentiment que cette attitude a entraîné la diminution du nombre de voix obtenues par leurs listes lors des élections pour les Fédérations Etudiantes à l'Université du Chili, à l'Université de Concepcion et à l'Université Technique d'Etat.

Si la jeunesse et les intellectuels étaient les seuls au sein du P.C.C.H. à être mécontents de Corvalan, le Secrétaire général se trouverait encore dans une situation assez sûre. Mais des dirigeants adultes et des responsables syndicaux s'inquiètent parce que Corvalan prend des décisions qui privent le Parti d'alternatives politiques et l'obligent à une rigueur politique à laquelle il n'était plus habitué depuis de longues années.

Le refus du dialogue avec la Démocratie

chrétienne chilienne est l'un des exemples de la rigueur que Corvalan impose au Parti. Ce serait une erreur de penser que le refus de Corvalan d'avoir toute conversation avec les dirigeants chrétiens ait plu aux autres membres de la coalition de l'extrême gauche chilienne connue sous le nom de F.R.A.P. Par des actions mineures pendant les six derniers mois de 1968, Corvalan a réussi à déconcerter les dirigeants des Partis socialiste et radical, qui désirent une coalition, et s'interrogent sur les plans véritables du P.C.C.H. en vue des campagnes électorales menées en commun contre le centre et la droite. Les principaux dirigeants socialistes, qui sont en faveur du F.R.A.P., sont maintenant convaincus que le chef du P.C. ne consulte plus les membres de sa Commission politique ni le Comité central pour des affaires politiques vitales.

Parmi les incidents qui montrent l'absence croissante de clairvoyance politique de Corvalan, on peut citer son communiqué à la suite de la visite en novembre 1968 du premier secrétaire du Parti communiste mexicain, Arnaldo Martinez Verdugo. On supposait que *El Siglo*, le journal du Parti, ne publierait qu'une note brève sur la visite de l'envoyé mexicain et c'est pourquoi l'affirmation de Corvalan expliquant que les deux partis étaient d'accord sur le concept de chemins différents pour parvenir au socialisme et sur le droit de chaque nation socialiste de faire son propre socialisme a stupéfié les éléments les plus anciens du P.C.C.H. L'espoir naquit parmi les membres du Parti que le Comité central avait décidé de répudier la thèse sur le droit de l'U.R.S.S. d'intervenir dans les affaires d'autres Etats socialistes, mais il fut de courte durée. Les membres du Parti s'aperçurent rapidement qu'il n'y avait eu aucun changement dans l'attitude du Comité quant à l'action soviétique en Tchécoslovaquie. Corvalan a simplement essayé de suggérer qu'il y avait solidarité entre les partis mexicain et chilien, bien que le P.C.M. ait protesté contre l'invasion de la Tchécoslovaquie. Quant à Corvalan, tout en défendant le droit des pays socialistes de suivre des chemins différents dans leur marche vers le socialisme, il a expliqué que, malgré cette théorie, les pays socialistes d'Europe Orientale, en tant qu'exemples de mouvements communistes, ont le devoir d'intervenir ou d'aider tout pays socialiste se voyant menacé par des forces réactionnaires.

Ajoutons que les intimes de Corvalan au sein du Parti se sont plaint de ce qu'il dit aux uns le contraire de ce qu'il dit aux autres, qu'il ne tolère pas la discussion et qu'il est chaque jour plus obstiné pour les affaires ayant trait à la direction politique.

LES REMPLAÇANTS IMPOSSIBLES

Si les vues des Soviétiques à l'égard du Chili changeaient cette année et s'ils imposaient le départ de Corvalan, le Parti ne manquerait pas d'hommes pour le remplacer.

Celui qui aurait le mieux succédé à Cor-

valan est mort en Bulgarie dans un accident d'avion en 1966. C'est pourquoi le Parti ressentira encore plus profondément dans les années à venir la perte de José Gonzalez qui, sans aucun doute, aurait été un dirigeant meilleur et plus efficace que Corvalan. De par son ancienneté et son expérience politique, Oscar Astudillo pourrait théoriquement remplacer Corvalan mais, du fait de son âge et de sa santé, il ne serait candidat qu'en cas d'urgence.

Si l'on choisissait le Secrétaire général par voie d'élections libres à tous les niveaux du parti, il est certain que le sénateur Volodia Teitelboim gagnerait avec une large majorité étant donné sa grande intelligence, son énergie et son don de sympathie. En plus de l'affection que lui portent les camarades du Parti, Teitelboim est un grand ami et conseiller de Corvalan. Il faut donc se demander pourquoi Teitelboim ne peut pas être candidat au Secrétariat général? Tout simplement parce qu'il est juif. Les dirigeants se rendent parfaitement compte que les Soviétiques n'accepteront pas un secrétaire général d'origine juive dans un parti aussi important que celui du Chili. L'antisémitisme soviétique dépasse en effet largement les frontières de l'U.R.S.S. Dans le cas d'un parti totalement contrôlé par les Soviétiques comme l'est le P.C.C.H., il n'y a aucune chance que les intellectuels juifs puissent accéder à un poste plus élevé que celui de secrétaire d'une commission du Comité central.

LES SUCCESEURS POSSIBLES

Teitelboim et Astudillo étant ainsi éliminés, restent comme dirigeants éventuels trois jeunes membres de la Commission politique qui, depuis août 1968, ont accéléré leurs manœuvres dans le but d'obtenir ce poste. Ce sont Orlando Millas, Mario Zamorano et Manuel Cantero. Indépendamment l'un de l'autre, ils ont diagnostiqué les divisions croissantes au sein du Parti depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie et chacun d'eux est convaincu que Corvalan est incapable de diriger le Parti dans la situation politique délicate dans laquelle se trouve le P.C.C.H. aujourd'hui.

A première vue, Millas paraît être, des trois, le mieux placé du fait de son intelligence et de son efficacité ainsi que du rang élevé qu'il occupe dans la liste des membres du Comité central publiée après le XIII^e Congrès du Parti en 1965. Ce n'est un secret pour personne que Millas aspire à être secrétaire général, mais ses méthodes énergiques ont éloigné beaucoup de co-dirigeants du Parti. De plus, le fait d'avoir été auparavant affilié au Parti socialiste lui nuit énormément. Les dirigeants du P.C.C.H. et du P.C.U.S. ont une grande méfiance à l'égard de tout militant ayant appartenu au Parti socialiste. Enfin, les socialistes, du P.S. et de la U.S.P., n'ont jamais pardonné à Millas d'avoir changé de camp. Le P.C.C.H. comprend parfaitement que choisir Millas comme secrétaire général diminuerait encore davantage les chances d'une union communiste-socialiste. Une preuve de

la haine que portent les socialistes à Millas a été donnée à l'automne dernier, à San Miguel, dans le 3^e district électoral de Santiago, lorsque Millas a essayé de prendre la parole dans une réunion publique en tant que candidat à sa réélection au Congrès. Lorsqu'il se leva pour prendre la parole, on lui lança à toute volée un couteau qui se planta presque dans son cou. On sut que l'arme avait été lancée par un partisan de Mario Palestro, le plus farouche ennemi de Millas parmi les socialistes. Pendant les élections primaires, Millas dut supplier qu'on lui permit de coller ses affiches dans le secteur de San Miguel à cause de l'hostilité que ressentent les électeurs du district pour un homme qu'ils considèrent comme un traître à la révolution.

En plus des problèmes soulevés par son passé socialiste, on garde encore le souvenir de la censure publique à laquelle Millas fut soumis par les dirigeants du Parti en 1966 lorsqu'il critiqua de façon non-autorisée le régime de Castro. On l'admonesta parce qu'il avait agi de manière indépendante et unilatérale, sans avoir consulté le Parti. Beaucoup de membres du Parti considèrent encore que Millas est un individualiste qui recherche une gloire personnelle et utilise son adhésion à des fins politiques qui lui sont propres.

Mario Zamorano a peu de possibilités. Il a été secrétaire général des Jeunesses communistes. Actuellement, chargé de « l'agit-prop », il est peu connu du public. Cependant, il cherche à se créer un groupe de partisans grâce au pouvoir qu'il détient par le contrôle d'instruments tels que *El Siglo*, *l'Impresora Horizonte* et une série de moyens similaires d'agitation de masse. Zamorano n'a pas encore quarante ans et beaucoup de dirigeants considèrent qu'il est trop jeune pour occuper le poste le plus élevé du Parti. En général, on croit que Zamorano devra attendre une prochaine occasion pour assumer la direction. Zamorano, qui a un esprit extrêmement critique et qui donne des signes d'impatience quant à la façon insensée et politiquement dangereuse dont Corvalan dirige les affaires du Parti depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie, a fait courir des informations tendant à mettre fin à la direction de Corvalan.

Le candidat préféré de nombreux membres du parti est Manuel Cantero qui a surgi

rapidement des rangs. Lui aussi ancien secrétaire général de la Jeunesse communiste, Cantero est un très bon orateur et un organisateur. Il a été extrêmement actif dans les affaires internationales du Parti. La seule chose qu'il ait contre lui pour parvenir à la direction sont ses divergences d'opinion avec Corvalan et par conséquent avec le P.C.U.S. Pendant la crise tchécoslovaque, Cantero avait pris la tête des dirigeants du P.C.C.H. qui s'opposèrent à l'appui inconditionnel que Corvalan a accordé à l'invasion soviétique. Du fait de sa grande expérience du mouvement communiste international, Cantero croit que la politique du P.C.C.H. ne devrait pas être simplement un prolongement du point de vue du P.C.U.S. Au contraire, il croit que le P.C.C.H. devrait adopter une position plus indépendante comme ont paru le faire des partis importants du monde occidental.

Cantero dit à ses partisans qu'aucune aide financière soviétique ne suffira à contrecarrer la perte de prestige dont souffrira le P.C.C.H. sur la scène internationale et nationale s'il persiste à appuyer aveuglément l'U.R.S.S. dans l'affaire tchèque et lors de la prochaine Conférence des Partis communistes.

LA FIDÉLITÉ A MOSCOU

La poursuite de la politique Corvalan ne peut qu'entraîner une désunion dans le F.R.A.P. et l'affaiblissement de son influence sur les électeurs. C'est pourquoi la jeunesse, les intellectuels et la bourgeoisie pro-communiste souhaitent voir Corvalan remplacé par quelqu'un qui représente les communistes « libéraux » et qui puisse tirer le parti de ce mauvais pas. Mais la décision de remplacer Corvalan sera prise par le bureau politique du Parti communiste soviétique et non par les communistes chiliens.

Comme l'ont dit en automne dernier des communistes italiens bien informés, le P.C.C.H. a la possibilité et peut-être le désir de se libérer d'une tutelle russe trop étouffante. Néanmoins il suivra probablement les Soviétiques sur la voie de la régression vers le passé.

SALVADOR GOMEZ.

Guérillas d'étudiants communistes chinois dans le Foukien

SITUÉE en face de l'île de Formose, qui constitue aujourd'hui le territoire de la Chine nationaliste, la province de Foukien a toujours été considérée par le gouvernement communiste chinois comme ayant une importance stratégique toute particulière. Véritable

tête de pont d'où furent lancées, en vain, plusieurs offensives contre les îlots de Quemoy et de Matsu, tenus toujours par les troupes de Tchiang Kaï-shek, la province de Foukien constitue également une sorte de pivot central sur le plan de la défense du continent com-

muniste chinois. C'est, en effet, dans le Foukien que les dirigeants de Pékin ont toujours craint que ne se produise un débarquement des armées nationalistes chinoises. Les forces communistes qui y sont stationnées de longue date, ont toujours eu des effectifs très importants.

Depuis le déclenchement de la « révolution culturelle », la situation est restée longtemps confuse dans le Foukien et l'est encore aujourd'hui. C'est seulement à la fin du mois d'août 1968 qu'un « comité révolutionnaire » a pu être formé dans le Foukien. Seuls les « comités révolutionnaires » du Tibet et du Sin-kiang furent créés plus tard.

L'une des conséquences de la « révolution culturelle » dans le Foukien est d'avoir fait éclater l'armée en plusieurs factions. Pendant plusieurs mois, le commandant en chef de cette province, nommé pourtant par Pékin, ne put rejoindre son poste. Et il a fallu de nombreux conciliabules, pour que les différents généraux, leaders des factions, finissent par accepter de se rendre à Pékin, où ils avaient été convoqués par Mao Tsé-toung lui-même, afin de former un « comité révolutionnaire ». Les principaux membres de ce « comité » sont d'ailleurs des militaires, représentant vraisemblablement les différentes tendances de l'armée. De véritables combats ont eu lieu dans le Foukien et le bruit du canon s'entendait jusqu'à Quemoy, distant de moins de trois kilomètres de la côte.

La création du « comité révolutionnaire » dans le Foukien n'a cependant pas mis fin aux désordres qui sévissent dans cette province. En effet, depuis qu'il a été décidé à Pékin d'envoyer de nombreux étudiants dans les campagnes, on a constaté l'apparition de véritables bandes de guérillas, formées pour la plupart d'étudiants qui refusent d'aller travailler chez les paysans et qui mènent des actions armées dans diverses provinces, notamment dans le Foukien.

C'est que la campagne, toujours en cours, lancée par Pékin pour contraindre un grand nombre de citadins d'aller s'installer dans les régions rurales, suscite de nombreuses difficultés et même une forte résistance. Beaucoup de ceux que vise cette campagne sont de jeunes gens, que l'on avait embrigadés dans les « gardes rouges », qui, depuis plus de deux ans ne poursuivent plus leurs études, et que l'on avait chargés, en quelque sorte, d'être le fer de lance de la « révolution culturelle ».

Ces jeunes gens n'aiment pas la vie à la campagne, sont mécontents d'être éloignés de

chez eux, de ne pas pouvoir étudier et de perdre ainsi toutes leurs chances pour la carrière qu'ils avaient choisie. Ils entrent en conflit avec les paysans avec lesquels ils doivent vivre et travailler. Ceux-ci sont également mécontents de devoir faire une place aux étudiants dans leurs « brigades » et leur apprendre un métier pour lequel ces jeunes gens n'ont guère de capacités mais plutôt de la répugnance. Difficulté supplémentaire : les étudiants ne comprennent souvent pas le dialecte local qu'utilisent les paysans. Des heurts se sont produits parce que les jeunes gens ne comprenant pas les instructions données par les paysans, n'ont pas exécuté les travaux prévus.

C'est parmi ces étudiants que se sont formées des bandes de guérilleros, réfugiées à présent dans les montagnes, d'où ils descendent pour attaquer des villages et même de petites villes. Ils disposent d'armes qui leur ont été fournies par des soldats déserteurs ou qui appartiennent à telle ou telle faction de l'armée qui refuse de se soumettre au « comité révolutionnaire » du Foukien.

A plusieurs reprises, le *Quotidien du Foukien* a lancé des appels pour lutter contre ces bandes qualifiées « d'ennemis de classe ». Dans un de ses éditoriaux, Radio-Foutchéou, station de la capitale de la province du Foukien, a mis en garde la population contre ceux qui « ont essayé de dissimuler aux masses, la série de sages décisions publiées par notre grand président Mao ». Le 12 janvier 1969, la même radio a invité à prendre fermement position contre ceux qui « attachent la première importance au fractionnisme bourgeois et déforment le sens de la politique du parti. Certains vont jusqu'à refuser de l'appliquer ».

Un éditorial du *Quotidien de Foukien* (23 janvier) soulignait la nécessité de renforcer l'unité entre l'armée et le peuple, et de soutenir les « forces de gauche ». Il semble que ce que l'on craint à Pékin, c'est de voir certaines unités de l'armée rejoindre les étudiants-guérilleros, ce qui ne manquerait pas d'aggraver encore davantage la situation dans le Foukien. C'est sans doute dans le même ordre d'idées que les dirigeants de Pékin ont fait déplacer, du Foukien, certaines unités considérées comme trop engagées dans « la discordance fractionniste locale », vers d'autres provinces.

Ce qui se passe actuellement dans le Foukien traduit l'instabilité qui règne toujours en Chine populaire. Les structures qui ont été détruites à la faveur de la « révolution culturelle » n'ont pas pu être restaurées, tant s'en faut. Quant aux étudiants dont on avait exalté hautement les vertus lorsqu'ils participaient au mouvement des « gardes rouges », ils refusent à présent de se soumettre à des autorités dont ils contestent non seulement la légitimité mais tout simplement l'efficacité.

Nicolas LANG.

**Le prochain numéro d'EST & OUEST
paraîtra le Jeudi 8 Mai 1969**